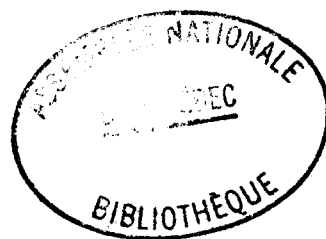




L'Assemblée nationale
du Québec

1981

Répertoire législatif de l'Assemblée nationale du Québec



Lois sanctionnées du 10 mars 1981, date de la reprise de la 6^e session de la 31^e Législature, au 12 mars 1981, date de la prorogation de cette session, du 19 mai 1981, date de l'ouverture de la 1^{re} session de la 32^e Législature, au 18 juin 1981, date de la prorogation de cette session, du 30 septembre 1981, date de l'ouverture de la 2^e session de la 32^e Législature, au 2 octobre 1981, date de la prorogation de cette session et du 9 novembre 1981, date de l'ouverture de la 3^e session de la 32^e Législature au 19 décembre 1981, date de l'ajournement de cette session

NOTE

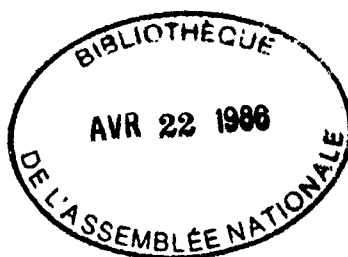
Ce cinquième Répertoire législatif annuel comporte comme pour les années antérieures un sommaire de l'activité législative de l'Assemblée nationale au cours de 1981.

Les fiches descriptives et le tableau des modifications ne concernent que les lois publiques; mais la liste, sous forme de table de concordance, des lois adoptées en 1981 comprend aussi les lois privées et de députés.

Le Service de législation
Assemblée nationale du Québec

SOMMAIRE

	Page
Liste des lois sanctionnées et table de concordance	3
Fiches relatives aux lois	7
Liste des lois par ministère ou secteur	59
Liste des projets de loi déposés mais non adoptés en 1981	63
Liste des lois antérieures à 1981 entrées en vigueur sur proclamation en 1981	67
Tableau des modifications	71
Index alphabétique des lois	85



2. Power.



LISTE DES LOIS SANCTIONNÉES ET TABLE DE CONCORDANCE

Liste des lois sanctionnées au cours de l'année 1981, avec le numéro de chapitre qu'elles porteront dans le recueil des lois de 1981

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
1	Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec	5
2	Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal	6
4	Code de la sécurité routière	7
5	Loi modifiant la Loi sur les transports et d'autres dispositions législatives	8
6	Loi concernant certains ministères	9
7	Loi sur le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur	10
8	Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement	11
9	Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982, et pour d'autres fins du service public	1
10	Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse	2
11	Loi modifiant certaines dispositions législatives pour donner suite à la politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 1981-1982	12
12	Loi modifiant la Loi sur la fonction publique	3
13	Loi sur le Comité mixte de la construction	13
14	Loi concernant le recensement des électeurs pour l'année 1981 et modifiant la Loi sur la consultation populaire	4
16	Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec	18
17	Loi modifiant certaines lois relatives à l'administration de la justice	14
19	Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982, et pour d'autres fins du service public	15
20	Loi modifiant le Code civil et certaines dispositions législatives en matière de logement	16

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
21	Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982, et pour d'autres fins du service public	19
22	Loi modifiant la Loi sur la fonction publique	20
26	Loi confirmant l'existence de certaines municipalités	21
27	Loi modifiant diverses dispositions législatives dans le domaine de la santé et des services sociaux	22
28	Loi modifiant diverses dispositions législatives	23
29	Loi modifiant diverses lois fiscales	24
30	Loi modifiant la Loi sur l'aide sociale et d'autres dispositions législatives	25
31	Loi modifiant la Loi sur les transports et d'autres dispositions législatives	26
32	Loi concernant les emprunts scolaires	27
34	Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale	28
36	Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments	29
38	Loi modifiant la Loi sur l'assurance-dépôts	30
40	Loi sur les sociétés d'entraide économique et modifiant diverses dispositions législatives	31
41	Loi modifiant la Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives	32
43	Loi concernant un renvoi à la Cour d'appel	17
45	Loi favorisant l'exercice des recours découlant de l'utilisation de la mousse d'urée formaldéhyde comme isolant	33
192	Loi modifiant la Loi concernant la ville de Bedford	53
202	Loi concernant Crédit Lyonnais Canada Limitée	41
210	Loi annexant certains territoires à celui de la municipalité de Havre Saint-Pierre	42
212	Loi concernant la ville de La Sarre	43

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
213	Loi concernant Dumont Nickel Corporation (No Personal Liability)	44
214	Loi concernant la ville de Mont-Joli	54
219	Loi concernant Québécoir — Air Québec	45
220	Loi autorisant la Ville de Montréal à vendre un terrain	46
221	Loi concernant la succession de J. Donat Langelier	34
222	Loi concernant certains lots de la partie révisée du cadastre officiel du canton de York, division d'enregistrement de Gaspé	35
223	Loi concernant la ville de Bedford	36
224	Loi concernant Trust Hellénique Canadien	47
227	Loi concernant la ville de Pointe-aux-Trembles	55
230	Loi concernant La Solidarité, Compagnie d'assurance sur la vie et l'Unique, Compagnie d'assurance-vie	56
231	Loi concernant la succession de Marie-Ange Barrette	57
237	Loi concernant la «Congrégation des Petits Frères de Marie» dits «Frères Maristes»	58
238	Loi concernant Place Notre-Dame de Hull Ltée	37
241	Loi modifiant la Charte de la ville de Sainte-Foy	38
244	Loi modifiant la charte de la ville de Charlesbourg	59
245	Loi modifiant la Charte de la ville de Matagami	48
248	Loi concernant l'Union St-Joseph-de-Notre-Dame de Beauport devenant «La Vigilance», société de secours mutuels	60
249	Loi concernant l'annexion de certains lots du cadastre de la paroisse de Saint-Raymond à la ville de Saint-Raymond	61
253	Loi concernant le Groupe Prêt et Revenu	62
254	Loi concernant Les Prévoyants du Canada et La Laurentienne, Compagnie mutuelle d'Assurance	49
255	Loi concernant la ville de Gatineau	50

<i>P.L.</i>	<i>Titre</i>	<i>Chapitre</i>
258	Loi concernant un immeuble de l'Église Unie St-Andrew de Lachine	39
259	Loi concernant un immeuble du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne, division d'enregistrement de Montréal	40
262	Loi concernant certains lots du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur, division d'enregistrement de Québec	51
263	Loi concernant la Coopérative agricole régionale de Papi-neau	63
266	Loi concernant Les Services de Capitaux B.T. Ltée	52

Table de concordance

<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>	<i>Chapitre</i>	<i>P.L.</i>
1	9	22	27	43	212
2	10	23	28	44	213
3	12	24	29	45	219
4	14	25	30	46	220
5	1	26	31	47	224
6	2	27	32	48	245
7	4	28	34	49	254
8	5	29	36	50	255
9	6	30	38	51	262
10	7	31	40	52	266
11	8	32	41	53	192
12	11	33	45	54	214
13	13	34	221	55	227
14	17	35	222	56	230
15	19	36	223	57	231
16	20	37	238	58	237
17	43	38	241	59	244
18	16	39	258	60	248
19	21	40	259	61	249
20	22	41	202	62	253
21	26	42	210	63	263

Projet de loi n° 1 (chapitre 5)

Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec

Objet: Cette loi a pour objet d'élargir le rôle de la Société d'habitation du Québec vouée principalement à ce jour à la réalisation de logements sociaux, pour lui permettre d'implanter divers autres programmes d'habitation destinés à l'ensemble des familles et d'assurer à la Société les moyens appropriés à leur réalisation.

Elle permet notamment la mise en oeuvre d'un programme d'accession à la propriété et élimine certains empêchements à la concrétisation du programme de restauration résidentielle connu sous le nom de LOGINOVE. De plus, elle permet aux municipalités de participer à la réalisation de ces programmes.

Elle prévoit enfin que les programmes qui y sont visés puissent avoir effet, en tout ou en partie, à compter du 1^{er} mai 1981.

Ministre responsable: le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur

Parrain: M. Guy Tardif

1^{re} lecture: 28 mai 1981

2^e lecture: 5 juin 1981

3^e lecture: 18 juin 1981

Sanction: 18 juin 1981

Entrée en vigueur: 18 juin 1981

Loi modifiée: Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8)

Projet de loi n° 2 (chapitre 6)

Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal

Objet: Cette loi a pour objet de constituer la Société du Palais des congrès de Montréal qui aura notamment pour mandat d'administrer et d'exploiter le Palais des congrès de Montréal et d'exercer les commerces et autres activités de nature à contribuer à son développement.

Les affaires de la Société seront administrées par un conseil d'administration composé d'au plus onze membres nommés par le gouvernement, dont un président et un directeur général de la Société.

Cette loi prévoit l'uniformisation avec les lois existantes des règles régissant les conflits d'intérêts des administrateurs, officiers et employés de la Société.

Elle confie au gouvernement le pouvoir d'autoriser certains engagements de la Société et de faire des règlements touchant les conditions des contrats de la Société.

Elle confère enfin au gouvernement le pouvoir de garantir, aux conditions qu'il détermine, les obligations de la Société.

Ministre responsable: le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme

Parrain: M. Rodrigue Biron

1^{re} lecture: 26 mai 1981

2^e lecture: 3 juin 1981

3^e lecture: 17 juin 1981

Sanction: 18 juin 1981

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

— 16 juillet 1981: aa. 1 à 31
Décret 1997-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 3543

Loi modifiée: aucune

Projet de loi n° 4 (chapitre 7)

Code de la sécurité routière

Objet: Cette loi a pour objet la réforme de l'ensemble des règles imposées aux usagers de la route en vue d'assurer leur sécurité. Elle aura donc pour effet de remplacer le Code de la route.

Elle établit d'abord les mécanismes de surveillance et de contrôle de la propriété et de l'utilisation des véhicules routiers sur les chemins publics du Québec. Elle détermine les droits et les obligations des propriétaires et des conducteurs, et elle précise les pouvoirs de la Régie de l'assurance automobile du Québec à l'égard de l'aptitude et de la compétence de ces conducteurs ainsi qu'à l'égard de l'état mécanique des véhicules qu'ils conduisent. Les décisions de la Régie pourront faire l'objet d'un appel à la Cour provinciale.

En vue d'inciter les conducteurs à prendre conscience du fait que l'aptitude à conduire un véhicule doit inclure la manifestation constante du sens civique, la loi remplace la suspension des permis par leur révocation dans les cas de comportements inadmissibles. Cette mesure n'empêchera cependant pas le citoyen d'obtenir l'émission d'un permis restreint l'autorisant à conduire un véhicule, dans l'exécution de son emploi principal, en attendant de pouvoir obtenir un nouveau permis régulier.

En matière de circulation sur les chemins publics, la loi détermine les règles de comportement que doivent respecter tant le conducteur d'un véhicule routier que le piéton ou le cycliste. Elle reconnaît particulièrement au piéton une priorité de passage aux endroits où cela peut se faire sans mettre en danger sa sécurité. Elle légalise certains comportements usuels et sécuritaires qui s'étaient progressivement développés en marge du Code de la route et elle reprend enfin, en les uniformisant, les règles fondamentales de circulation qui ne nécessitaient pas de révision.

Cette loi comporte enfin une mise à jour des diverses pénalités sanctionnant les infractions aux obligations faites à l'usager de la route, et un assouplissement des moyens de perception des amendes.

Quant à ses conséquences sur l'ensemble de la législation, la loi, en outre de remplacer le Code de la route, remplace la Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile, et modifie la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec, la Loi sur l'assurance automobile, la Loi sur les transports et la Loi sur les tribunaux judiciaires.

Ministre responsable: le ministre des Transports

Parrain: M. Michel Clair

1^{re} lecture: 27 mai 1981

2^e lecture: 16 juin 1981

3^e lecture: 18 juin 1981

Sanction: 18 juin 1981

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

— 1^{er} novembre 1981: aa. 58, 59, 143, 163 à 165, 273, 477 à 479, 510, 511, 562, 563, 568
Décret 3001-81, G.O. 1981, Partie 2, p. 4731

— 1^{er} janvier 1982: aa. 1 à 57, 60, 61, 63 à 66, 68, 70 à 94, 125 à 129, 132 à 162, 166 à 168, 172 à 179, 512 à 529, 533 à 550, 554 à 561, 564, 565
Décret 3751-81

Lois modifiées: Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)
Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec (L.R.Q., chapitre R-4)
Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12)
Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)

Lois remplacées: Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile (L.R.Q., chapitre I-5)
Code de la route (L.R.Q., chapitre C-24)

Projet de loi n° 5 (chapitre 8)

Loi modifiant la Loi sur les transports et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur les transports.

Elle permet au gouvernement de confier à la Commission des transports des responsabilités accrues dans le domaine du camionnage en vrac et elle lui permet également de mettre en place une procédure de dépôt de tarifs.

Elle révisé l'organisation et le fonctionnement de la Commission des transports. Ainsi, elle prévoit qu'un membre seul peut siéger en audience publique et permet à un commissaire-enquêteur de recueillir des témoignages.

La loi établit un mécanisme interne de révision des décisions de la Commission et elle réintroduit l'appel des décisions de la Commission à la Cour d'appel du Québec.

La loi comporte une mise à jour des diverses pénalités ainsi que la mise en place d'un mécanisme qui permet à la Commission de retirer les permis et d'ordonner le retrait de la plaque et du certificat d'immatriculation de tout véhicule servant à un transport illégal.

La loi modifie enfin les dispositions qui régissent les organismes régionaux de transport en commun pour permettre au gouvernement de soustraire ces organismes de l'application totale ou partielle des règlements adoptés en vertu de la Loi sur les transports.

Ministre responsable: le ministre des Transports

Parrain: M. Michel Clair

1^{re} lecture: 27 mai 1981

2^e lecture: 16 juin 1981

3^e lecture: 18 juin 1981

Sanction: 18 juin 1981

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

— 1^{er} septembre 1981: aa. 1, 2 (par. 4^o et 5^o), 3, 6, 15, 18, 19, 21, 22, 24 à 28, 31 à 35, 38
Décret 2244-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 4053

— 16 décembre 1981: aa. 4, 20, 36, 37
Décret 3548-81

Lois modifiées: Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12)

Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, chapitre 85)

Charte de la Ville de Laval (1965, 1^{re} session, chapitre 89)

Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal (1971, chapitre 98)

Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83)

Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84)

Projet de loi n° 6 (chapitre 9)

Loi concernant certains ministères

Objet: Cette loi a pour objet de donner suite à la décision du gouvernement de regrouper différemment certains secteurs d'activités ministérielles.

Ainsi, le ministère de l'Immigration devient celui des Communautés culturelles et de l'Immigration, le ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières devient celui des Institutions financières et Coopératives, et le ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre devient celui du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.

La loi transfère dès lors aux ministres responsables de ces divers ministères les pouvoirs nécessaires à l'exercice de leur mandat, et modifie, par concordance, diverses lois relevant d'eux.

Ministre responsable: le ministre responsable de chacune des lois concernées

Parrain: M. Claude Charron

1^{re} lecture: 27 mai 1981

2^e lecture: 16 juin 1981

3^e lecture: 18 juin 1981

Sanction: 18 juin 1981

Entrée en vigueur: 18 juin 1981

Lois modifiées: Loi sur le ministère de l'immigration (L.R.Q., chapitre M-16)
 Loi sur le ministère des affaires sociales (L.R.Q., chapitre M-23)
 Loi sur le Conseil des affaires sociales et de la famille (L.R.Q., chapitre C-57)
 Loi sur le ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières (L.R.Q., chapitre M-25)
 Loi sur le ministère du travail et de la main-d'oeuvre (L.R.Q., chapitre M-33)

Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16)

Loi sur les allocations familiales (L.R.Q., chapitre A-17)

Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34)

Loi sur le supplément au revenu de travail (L.R.Q., chapitre S-37.1)

Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)

Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (1979, chapitre 16)

Loi de l'assistance publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 216)

Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)

Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)

Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1)

Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18)

Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34)

Projet de loi n° 7 (chapitre 10)

Loi sur le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur

Objet: Cette loi pourvoit à la création et à l'organisation du nouveau ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur.

Elle confie au ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur le mandat d'élaborer et de proposer au gouvernement des politiques visant à promouvoir la protection du consommateur, l'amélioration de l'habitat et l'accèsion des citoyens à la propriété immobilière. Elle lui attribue également la charge de l'application de ces politiques ainsi que des lois relatives à l'habitation et à la protection du consommateur.

Cette loi modifie enfin, par concordance, diverses lois.

Ministre responsable: le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur

Parrain: M. Guy Tardif

1^{re} lecture: 27 mai 1981

2^e lecture: 5 juin 1981

3^e lecture: 18 juin 1981

Sanction: 18 juin 1981

Entrée en vigueur: 18 juin 1981, sauf aa. 26 à 29 par proclamation du gouvernement

— 22 juillet 1981: a. 28 (2^e alinéa)
Décret 2077-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 3701

Lois modifiées: Loi sur les agents de voyage (L.R.Q., chapitre A-10)
Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18)
Loi sur les ministères (L.R.Q., chapitre M-34)
Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., chapitre P-40.1)

Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., chapitre Q-1)

Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8)

Loi sur le recouvrement de certaines créances (1979, chapitre 70)

Projet de loi n° 8 (chapitre 11)

Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement

Objet: Cette loi a pour objet de permettre à une municipalité de demander au ministre de l'Environnement de confier au ministre des Finances, en fidéicommis, les subventions accordées à une municipalité dans le cadre du programme d'assainissement des eaux, pour que le ministre des Finances acquitte, à échéance, le capital et les intérêts des obligations émises par la municipalité pour les travaux visés par ces subventions.

Ministre responsable: le ministre de l'Environnement

Parrain: M. Marcel Léger

1^{re} lecture: 27 mai 1981

2^e lecture: 4 juin 1981

3^e lecture: 17 juin 1981

Sanction: 18 juin 1981

Entrée en vigueur: 18 juin 1981

Loi modifiée: Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)

Projet de loi n° 9 (chapitre 1)

Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982, et pour d'autres fins du service public (*Loi des subsides n° 1, 1981-1982*)

Objet: Cette loi prévoit des subsides de 1 534 641 608,33 \$ pour subvenir en partie aux diverses charges et dépenses du gouvernement pour l'année financière 1981-1982.

Ministre responsable: le ministre des Finances

Parrain: M. Jacques Parizeau

1^{re} lecture: 27 mai 1981

2^e lecture: 27 mai 1981

3^e lecture: 27 mai 1981

Sanction: 28 mai 1981

Entrée en vigueur: 28 mai 1981

Loi modifiée: aucune

Projet de loi n° 10 (chapitre 2)

Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse

Objet: Cette loi apporte des modifications à la Loi sur la protection de la jeunesse.

Elle a notamment pour objet d'inclure dans la définition du mot «organisme» les institutions dispensant l'enseignement au niveau primaire, secondaire ou collégial et de modifier la définition d'«unité sécuritaire» prévue par la loi.

Elle a aussi pour objet de permettre au directeur général d'un centre d'accueil de limiter le droit d'un enfant de communiquer avec certaines personnes et de permettre l'appel de cette décision au Tribunal de la jeunesse.

Elle a également pour objet de permettre au Comité de la protection de la jeunesse de confier l'exercice de certaines responsabilités à un nombre réduit de ses membres.

Elle prévoit que la très grande majorité des infractions au Code de la route ainsi que les infractions aux règlements municipaux relatifs au stationnement ou à la circulation imputables à un enfant seront soumises directement au Tribunal de la jeunesse.

Elle prévoit également que la durée maximum de l'hébergement volontaire d'un enfant dans une famille d'accueil ou dans un centre d'accueil passera de six mois à un an et que sa prolongation ne pourra se faire qu'avec le consentement des parents et de l'enfant si celui-ci est âgé de quatorze ans ou plus.

Cette loi vise à élargir le nombre de situations où le Comité de la protection de la jeunesse peut saisir le Tribunal de la jeunesse du cas d'un enfant. Elle permet au Tribunal de rendre certaines ordonnances provisoires.

Elle prévoit également que la durée maximum de l'hébergement d'un enfant de quatorze ans ou plus dans une unité sécuritaire passera de trois à six mois et qu'elle pourra être prolongée de deux autres périodes maximum de six mois chacune.

Elle vise finalement à renforcer le caractère confidentiel des dossiers du Tribunal de la jeunesse et à permettre à celui-ci d'émettre, dans certains cas, un mandat d'amener un enfant devant le directeur de la protection de la jeunesse.

Ministres responsables: le ministre des Affaires sociales et le ministre de la Justice

Parrain: M. Denis Lazure

1^{re} lecture: 26 mai 1981

2^e lecture: 2 juin 1981

3^e lecture: 11 juin 1981

Sanction: 12 juin 1981

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

— 1^{er} août 1981: aa. 1 à 27
Décret 1975-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 3542

Loi modifiée: Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1)

Projet de loi n° 11 (chapitre 12)

Loi modifiant certaines dispositions législatives pour donner suite à la politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 1981-1982

Objet: Cette loi donne suite au Discours sur le budget du 10 mars 1981 et contient la plupart des mesures annoncées concernant les lois suivantes: la Loi sur les impôts, la Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel, la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers, la Loi sur le ministère du revenu, la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail, la Loi concernant l'impôt sur le tabac, la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, et la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Elle contient également certaines mesures annoncées dans la déclaration ministérielle du ministre des Finances du 12 décembre 1980 relativement à la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail, ainsi que des modifications à la Loi sur l'enseignement privé et à la Loi sur l'aide sociale en vue de permettre certaines compressions résultant de la politique budgétaire du gouvernement.

La Loi sur les impôts est modifiée concernant la déduction de l'intérêt payé sur certains prêts consentis par un assureur sur une police d'assurance sur la vie qui n'est pas un contrat de rente, le choix d'un crédit d'impôt remboursable à l'égard d'une perte autre qu'une perte en capital subie par une corporation, la réduction de l'impôt sur le revenu des corporations et des particuliers, l'intérêt à payer sur un remboursement fait à un contribuable, l'augmentation de la taxe sur le capital des corporations, l'imposition de certaines sociétés d'État québécoises à la taxe sur le capital et l'assouplissement de certaines dispositions de l'impôt sur les dons concernant les opérations effectuées entre un particulier et une corporation à laquelle il est lié.

La Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel est modifiée concernant l'abolition du choix de déposer certains montants au fonds de relance industrielle et l'augmentation des montants pouvant être retirés de ce fonds à l'égard d'une dépense admissible.

La Loi sur le remboursement d'impôts fonciers et la Loi sur le ministère du revenu sont modifiées concernant l'intérêt à payer sur un remboursement fait à une personne. La Loi sur le ministère du revenu est également modifiée afin d'étendre aux divers ministères et organismes le droit d'obtenir paiement de leurs créances à même le remboursement qui peut être dû à leur débiteur en vertu d'une loi fiscale autre que la Loi sur le supplément au revenu de travail et la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers.

La Loi concernant l'impôt sur la vente en détail est modifiée relativement à l'exemption à l'égard de certains bateaux ou navires, des encarts publicitaires, des fournitures de classe et des chaussures.

La Loi concernant l'impôt sur le tabac est modifiée relativement à l'augmentation de l'impôt sur le tabac.

La Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec est modifiée concernant l'augmentation du taux de la contribution d'un employeur et la création d'un fonds des services de santé.

La Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives est modifiée concernant le versement de la taxe à payer par une personne qui exploite ou a exploité un réseau dont certains immeubles ne sont pas portés au rôle.

La Loi sur l'enseignement privé est modifiée afin de remplacer le mode actuel de financement des institutions privées par un nouveau mode permettant d'appliquer au secteur privé de l'enseignement, dès l'année où elles surviennent, les variations annuelles des subventions accordées au secteur public.

Enfin, la Loi sur l'aide sociale est modifiée afin de préciser le pouvoir réglementaire du gouvernement en cette matière et de favoriser le remboursement des prestations d'aide sociale versées à titre d'avances ou perçues sans droit.

Ministre responsable: le ministre responsable de chacune des lois concernées

Parrain: M. Jacques Parizeau

1^{re} lecture: 28 mai 1981

2^e lecture: 10 juin 1981

3^e lecture: 18 juin 1981

Sanction: 18 juin 1981

Entrée en vigueur: 18 juin 1981

Lois modifiées: Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)

Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel (L.R.Q., chapitre S-34)

Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (1979, chapitre 12)

Loi sur le ministère du revenu (L.R.Q., chapitre M-31)

Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1)

Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2)

Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)

Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, chapitre 72)

Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9)

Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16)

Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)

Projet de loi n° 12 (chapitre 3)

Loi modifiant la Loi sur la fonction publique

Objet: Cette loi propose des modifications à la Loi sur la fonction publique, principalement en application de la volonté gouvernementale de mettre en oeuvre une politique d'égalité en emploi et de donner suite à la négociation avec les professionnels du secteur public.

Elle a notamment pour objet:

- de charger le ministre de la Fonction publique d'élaborer et de proposer des mesures visant à assurer l'égalité en emploi;
- de prévoir les mécanismes nécessaires à l'application des programmes de redressement d'emploi, en matière de recrutement et de promotion dans la fonction publique;
- de permettre à l'Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique ou, selon le cas, au ministre de la Fonction publique, de limiter l'admissibilité aux concours en fonction de bassins de population;
- d'introduire la notion de grade dans la classification des emplois de la fonction publique ainsi que les règles et recours afférents à l'examen lors d'un changement de grade;
- de confier à l'Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique de nouvelles responsabilités concernant la tenue des examens de changement de grade et le placement des fonctionnaires permanents mis en disponibilité. Elle confie également à l'Office des responsabilités en ce qui a trait à la détermination, lors d'un concours, du type de scolarité ou du type ou de l'étendue de l'expérience pertinente à l'intérieur des conditions d'admission fixées par règlement du ministre de la Fonction publique.

Ministre responsable: le ministre de la Fonction publique

Parrain: Mme Denise LeBlanc-Bantey

1^{re} lecture: 28 mai 1981

2^e lecture: 4 juin 1981

3^e lecture: 12 juin 1981

Sanction: 12 juin 1981

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

— 23 juin 1981: aa. 1, 2, 3 (par. *a* et *b* de a. 50)
Décret 1781-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 3373

Loi modifiée: Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1)

Projet de loi n° 13 (chapitre 13)

Loi sur le Comité mixte de la construction

Objet: Cette loi a pour effet de permettre au ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu de former un nouveau Comité mixte de la construction dont la composition, contrairement à celle du Comité existant, tiendra compte des nouveaux degrés de représentativité du Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (INTERNATIONAL) et de la Fédération des travailleurs du Québec (F.T.Q. — CONSTRUCTION) obtenus par suite du scrutin tenu en vertu de la Loi modifiant la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction et concernant la représentativité de certaines associations représentatives (1980, chapitre 23).

Ministre responsable: le ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu

Parrain: M. Pierre Marois

1^{re} lecture: 17 juin 1981

2^e lecture: 18 juin 1981

3^e lecture: 18 juin 1981

Sanction: 18 juin 1981

Entrée en vigueur: 18 juin 1981

Loi modifiée: aucune

Projet de loi n° 14 (chapitre 4)

Loi concernant le recensement des électeurs pour l'année 1981 et modifiant la Loi sur la consultation populaire

Objet: Cette loi a pour objet d'empêcher la tenue du recensement annuel des électeurs qui, selon la Loi sur les listes électorales, devait avoir lieu à l'automne 1981. Elle prévoit en conséquence certaines mesures supplétives susceptibles d'application dans l'éventualité où un scrutin serait tenu avant le recensement annuel de 1982.

Elle vise également à modifier la Loi sur la consultation populaire afin d'établir les concordances nécessaires avec la nouvelle Loi électorale, la Loi sur les listes électorales et la Loi régissant le financement des partis politiques.

Ministre responsable: le ministre d'État à la Réforme électorale

Parrain: M. Marc-André Bédard

1^{re} lecture: 28 mai 1981

2^e lecture: 3 juin 1981

3^e lecture: 10 juin 1981

Sanction: 12 juin 1981

Entrée en vigueur: 12 juin 1981

Loi modifiée: Loi sur la consultation populaire (L.R.Q., chapitre C-64.1)

Projet de loi n° 16 (chapitre 18)

Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec

Objet: Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur l'Hydro-Québec afin principalement:

- 1° de doter Hydro-Québec d'un fonds social autorisé de 5 000 000 000 \$, divisé en 50 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune;
- 2° de prévoir que les actions de la Société font partie du domaine public du Québec;
- 3° d'imputer le total des réserves de la Société au 31 décembre 1980, au paiement total de 43 741 090 actions attribuées au ministre des Finances;
- 4° de déterminer les mécanismes de déclaration et de paiement du dividende sur les actions afin de respecter des exigences de couverture d'intérêt et de capitalisation.

Cette loi permet également à Hydro-Québec de réaliser des programmes d'économie d'énergie.

Ministre responsable: le ministre de l'Énergie et des Ressources

Parrain: M. Yves Duhaime

1^{re} lecture: 12 juin 1981

2^e lecture: 7 décembre 1981

3^e lecture: 19 décembre 1981

Sanction: 19 décembre 1981

Entrée en vigueur: 19 décembre 1981

Loi modifiée: Loi sur l'Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5)

Projet de loi n° 17 (chapitre 14)

Loi modifiant certaines lois relatives à l'administration de la justice

Objet: Cette loi modifie plusieurs dispositions législatives. Ces modifications sont de nature technique et ont pour but de faciliter l'administration des lois visées.

Ministre responsable: le ministre de la Justice

Parrain: M. Marc-André Bédard

1^{re} lecture: 16 juin 1981

2^e lecture: 17 juin 1981

3^e lecture: 18 juin 1981

Sanction: 18 juin 1981

Entrée en vigueur: 30 jours après sa sanction

Lois modifiées: Code civil

Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)

Loi sur les bureaux d'enregistrement (L.R.Q., chapitre B-9);

Loi sur le Conseil consultatif de la justice (L.R.Q., chapitre C-54)

Loi sur les fabriques (L.R.Q., chapitre F-1)

Loi d'interprétation (L.R.Q., chapitre I-16)

Loi sur les jurés (L.R.Q., chapitre J-2)

Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., chapitre L-1.1)

Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (L.R.Q., chapitre L-6)

Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15)

Loi sur la probation et les établissements de détention
(L.R.Q., chapitre P-26)

Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)

Loi modifiant le Code civil et la Loi des déclarations des com-
pagnies et sociétés (1978, chapitre 99)

Loi sur les permis d'alcool (1979, chapitre 71)

Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques
(L.R.Q., chapitre I-8.1)

Projet de loi n° 19 (chapitre 15)

Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982, et pour d'autres fins du service public (*Loi des subsides n° 2, 1981-1982*)

Objet: Cette loi prévoit des subsides de 11 955 806 483,34 \$ pour subvenir en partie aux diverses charges et dépenses du gouvernement pour l'année financière 1981-1982.

Ministre responsable: le ministre des Finances

Parrain: M. Jacques Parizeau

1^{re} lecture: 17 juin 1981

2^e lecture: 17 juin 1981

3^e lecture: 17 juin 1981

Sanction: 18 juin 1981

Entrée en vigueur: 18 juin 1981

Loi modifiée: aucune

Projet de loi n° 20 (chapitre 16)

Loi modifiant le Code civil et certaines dispositions législatives en matière de logement

Objet: Cette loi a pour objet de modifier le Code civil afin de permettre à la Régie du logement d'examiner avec plus de souplesse les avis que se donnent mutuellement les locateurs et les locataires en vertu du Code civil.

Elle modifie également la Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives afin de limiter le droit de certains propriétaires d'une partie indivise d'un immeuble de reprendre possession d'un logement situé dans cet immeuble.

Ministres responsables: le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur et le ministre de la Justice

Parrain: M. Guy Tardif

1^{re} lecture: 11 juin 1981

2^e lecture: 18 juin 1981

3^e lecture: 18 juin 1981

Sanction: 18 juin 1981

Entrée en vigueur: 18 juin 1981

Lois modifiées: Code civil

Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives (1979, chapitre 48)

Projet de loi n° 21 (chapitre 19)

Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982, et pour d'autres fins du service public (*Loi des subsides n° 3, 1981-1982*)

Objet: Cette loi prévoit des subsides de 387 712 500,00 \$ pour subvenir en partie aux diverses charges et dépenses du gouvernement pour l'année financière 1981-1982.

Ministre responsable: le ministre des Finances

Parrain: M. Jacques Parizeau

1^{re} lecture: 17 décembre 1981

2^e lecture: 17 décembre 1981

3^e lecture: 17 décembre 1981

Sanction: 19 décembre 1981

Entrée en vigueur: 19 décembre 1981

Loi modifiée: aucune

Projet de loi n° 22 (chapitre 20)

Loi modifiant la Loi sur la fonction publique

Objet: Cette loi a pour objet de modifier la Loi sur la fonction publique en vue d'instituer un régime syndical particulier pour les fonctionnaires préposés à des fonctions d'agents de la paix.

Selon la volonté des salariés, il sera désormais possible de fractionner l'unité de négociation actuelle qui regroupe tous les préposés à des fonctions d'agents de la paix, en plusieurs unités distinctes composées de salariés exerçant des activités différentes.

Cette loi prévoit enfin, pour chaque unité, la création d'un comité paritaire bipartite chargé de la négociation d'une convention collective et d'un mode de règlement des différends.

Ministre responsable: le ministre de la Fonction publique

Parrain: Mme Denise LeBlanc-Bantey

1^{re} lecture: 19 novembre 1981

2^e lecture: 11 décembre 1981

3^e lecture: 19 décembre 1981

Sanction: 19 décembre 1981

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

— 8 janvier 1982: aa. 1 à 9
Décret 20-82

Loi modifiée: Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1)

Projet de loi n° 26 (chapitre 21)

Loi confirmant l'existence de certaines municipalités

Objet: Cette loi a pour objet de confirmer l'existence, depuis la date de leur érection, de certaines municipalités dont l'acte constitutif a été perdu ou détruit.

C'est par décret du gouvernement que seront confirmés les limites territoriales et le nom de chaque municipalité, ainsi que les changements qui ont pu y être apportés.

Le cas particulier de la municipalité de Bouchette, constituée en mars 1980 mais résultant de la fusion de deux municipalités dont la preuve d'existence est également détruite, fait aussi l'objet d'une disposition de cette loi.

Ministre responsable: le ministre des Affaires municipales

Parrain: M. Jacques Léonard

1^{re} lecture: 24 novembre 1981

2^e lecture: 15 décembre 1981

3^e lecture: 19 décembre 1981

Sanction: 19 décembre 1981

Entrée en vigueur: 19 décembre 1981

Loi modifiée: aucune

Projet de loi n° 27 (chapitre 22)

Loi modifiant diverses dispositions législatives dans le domaine de la santé et des services sociaux

Objet: Cette loi modifie principalement la Loi sur l'assurance-maladie, la Loi sur les services de santé et les services sociaux et la Loi sur la protection de la santé publique.

La Loi sur l'assurance-maladie est modifiée de manière à:

- 1° préciser le cadre juridique dans lequel le ministre peut conclure une entente avec les organismes les plus représentatifs des professionnels de la santé sur les conditions de travail de ces professionnels et à assurer l'accessibilité des services médicaux dans les territoires qu'il estime insuffisamment pourvus de professionnels;
- 2° autoriser la transmission par la Régie de l'assurance-maladie de renseignements permettant, selon le cas, à diverses personnes ou organismes impliqués dans la gestion des services médicaux d'exercer leurs fonctions;
- 3° prévoir que certains services médicaux pourront, dans des cas, conditions ou circonstances déterminés par règlement du gouvernement, ne plus être considérés comme des services assurés;
- 4° réaménager les dispositions de la loi relatives à l'arbitrage des différends, aux bourses d'études et aux infractions et peines, ainsi que d'autres dispositions de caractère technique.

À l'égard de la Loi sur les services de santé et les services sociaux, cette loi modifie la composition des conseils d'administration des conseils régionaux et des établissements aux fins de modifier le nombre de leurs membres et leur représentativité. Elle modifie les pouvoirs des conseils régionaux pour leur permettre de coordonner la gestion des ressources des établissements dans leur territoire.

Elle modifie le rôle des personnes qui oeuvrent dans les centres hospitaliers, notamment celui du chef de département clinique et du conseil des médecins et dentistes et elle pourvoit à la mise sur pied de comités de bénéficiaires. Elle précise les pouvoirs d'un centre hospitalier à l'égard de la gestion des ressources dont il dispose.

Elle permet au ministre de rationaliser la fourniture des services de santé et des services sociaux par les établissements.

Elle réaménage les pouvoirs de réglementation du gouvernement et, enfin, pourvoit à des ajustements de concordance.

À l'égard de la Loi sur la protection de la santé publique, la loi précise le contenu des déclarations relatives aux maladies à déclaration obligatoire et le mode de transmission des données à ce sujet. Elle pourvoit également à l'organisation des services d'ambulance dans les différentes régions.

Enfin la loi apporte certains ajustements nécessaires dans la Loi sur le ministère des affaires sociales, la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, la Loi médicale, la Loi sur les dentistes et la Loi sur la pharmacie.

Ministre responsable: le ministre des Affaires sociales

Parrain: M. Pierre Marc Johnson

1^{re} lecture: 19 novembre 1981

2^e lecture: 15 décembre 1981

3^e lecture: 19 décembre 1981

Sanction: 19 décembre 1981

Entrée en vigueur: 19 décembre 1981
à l'exception des articles 1 et 4, 7 à 10 et 14 à 23, des paragraphes 1°, 3°, 4° et 6° de l'article 24, des articles 25 à 29, 33, 35, 36, 40 et 42, des articles 18.1, 18.2 et 18.5 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux édictés par l'article 43, des articles 46, 49, 52 à 55, 57, 59 à 82, 86 à 91, 94 à 96, 100 et 102, du troisième alinéa de l'article 113 et de l'article 116 qui entreront en vigueur par proclamation du gouvernement

Lois modifiées: Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29)
Loi sur le ministère des affaires sociales (L.R.Q., chapitre M-23)
Loi médicale (L.R.Q., chapitre M-9)
Loi sur les dentistes (L.R.Q., chapitre D-3)
Loi sur la pharmacie (L.R.Q., chapitre P-10)
Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5)

Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q.,
chapitre S-5)

Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre
P-35)

Projet de loi n° 28 (chapitre 23)

Loi modifiant diverses dispositions législatives

Objet: Cette loi modifie plusieurs dispositions législatives. Ces modifications sont principalement de nature technique et ont pour but de faciliter l'administration des lois visées.

Ministre responsable: le ministre responsable de chacune des lois concernées

Parrain: M. Marc-André Bédard

1^{re} lecture: 30 novembre 1981

2^e lecture: 17 décembre 1981

3^e lecture: 19 décembre 1981

Sanction: 19 décembre 1981

Entrée en vigueur: 19 décembre 1981
sauf aa. 16 et 17 par proclamation du gouvernement

Lois modifiées: Loi concernant l'aménagement d'une forêt expérimentale par l'Université Laval (1963, 1^{re} session, chapitre 28)
Loi sur les agents de voyage (L.R.Q., chapitre A-10)
Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27)
Loi sur les installations électriques (L.R.Q., chapitre E-4)
Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1)
Loi d'interprétation (L.R.Q., chapitre I-16)
Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie (L.R.Q., chapitre M-4)
Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13)
Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (L.R.Q., chapitre M-16)

Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales (L.R.Q., chapitre M-21)

Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2)

Loi sur la refonte des lois et des règlements (L.R.Q., chapitre R-3)

Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)

Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., chapitre S-3)

Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16)

Loi sur les normes du travail (1979, chapitre 45)

Loi électorale (1979, chapitre 56)

Loi sur le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur (1981, chapitre 10)

Projet de loi n° 29 (chapitre 24)**Loi modifiant diverses lois fiscales**

Objet: Cette loi a pour objet de modifier plusieurs lois fiscales.

Elle prévoit notamment que le ministre du Revenu doit, depuis le 11 mars 1981, verser mensuellement au fonds spécial olympique 30% de la taxe qu'il perçoit en vertu de la Loi concernant l'impôt sur le tabac. Elle modifie également la Loi sur les impôts afin de permettre aux bénéficiaires d'allocations familiales qui ont des enfants de moins de six ans de réclamer une allocation de disponibilité qui, à leur choix, remplacera la déduction pour frais de garde d'enfant.

Ces mesures donnent suite au Discours sur le budget du 10 mars 1981.

Cette loi modifie en outre la Loi sur le ministère du revenu afin, d'une part, de prévoir qu'un remboursement dû à une personne en vertu d'une loi fiscale peut être affecté au paiement d'une dette dont cette personne est débitrice envers le gouvernement et, d'autre part, afin de permettre la divulgation à un contribuable de certains renseignements relatifs au coût ou au coût en capital d'un bien qui lui a été transféré.

Elle modifie également la Loi sur le régime de rentes du Québécois afin de permettre à un employeur de recouvrer, à certaines conditions, l'excédent de contribution qu'il a versé lorsque, au cours d'une année, il est devenu le nouvel employeur de salariés par suite de la formation ou de la dissolution d'une société ou par suite de l'acquisition des biens d'une entreprise.

Enfin, cette loi modifie la Loi sur le remboursement d'impôts fonciers afin, d'une part, de prévoir que des intérêts peuvent être payés sur un remboursement d'impôts fonciers et, d'autre part, que le montant de ce remboursement peut être affecté par le ministre du Revenu au paiement d'une créance du gouvernement contre la personne à qui il aurait dû normalement être versé.

Ministre responsable: le ministre du Revenu

Parrain: M. Raynald Fréchette

1^{re} lecture: 30 novembre 1981

2^e lecture: 8 décembre 1981

3^e lecture: 19 décembre 1981

Sanction: 19 décembre 1981

Entrée en vigueur: 19 décembre 1981
sauf aa. 14 et 15 par proclamation du gouvernement

Lois modifiées: Loi sur les droits successoraux (L.R.Q., chapitre D-13.2)
Loi concernant l'impôt sur la vente en détail (L.R.Q., chapitre I-1)
Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2)
Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)
Loi sur les licences (L.R.Q., chapitre L-3)
Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31)
Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., chapitre R-9)
Loi concernant la taxe sur les télécommunications (L.R.Q., chapitre T-4)
Loi concernant la taxe sur les télécommunications (L.R.Q., chapitre T-4)
Loi sur le remboursement d'impôts fonciers (1979, chapitre 12)

Projet de loi n° 30 (chapitre 25)

Loi modifiant la Loi sur l'aide sociale et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi a pour objet de modifier, dans un premier temps, la Loi sur l'aide sociale afin de permettre la récupération par le ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu des montants d'aide sociale versés à un bénéficiaire en vue de combler un besoin résultant de retenues faites dans le cadre d'autres programmes de sécurité sociale. Elle permet également au gouvernement de fixer les conditions d'admissibilité à l'aide sociale en raison de besoins spéciaux.

Elle prévoit en outre la désignation par le ministre d'enquêteurs pour l'application de la Loi sur l'aide sociale.

Elle consacre enfin la confidentialité des renseignements personnels obtenus dans le cadre de l'application de la loi tout en permettant au ministre, avec l'autorisation du gouvernement et à certaines conditions précises, de communiquer certains renseignements à d'autres ministères ou organismes.

Dans un deuxième temps, cette loi a également pour objet de modifier la Loi sur les allocations familiales pour remplacer le mode de détermination des allocations familiales actuellement prévu à la loi par un pouvoir de réglementation à cet effet et pour modifier les règles concernant le paiement d'allocations dans le cas d'un enfant handicapé. Elle précise en outre les nouveaux taux de l'allocation mensuelle prévue à la loi fédérale de 1973 sur les allocations familiales.

Elle ajoute, enfin, une disposition à la Loi sur l'assurance automobile afin de permettre à la Régie de l'assurance automobile du Québec de transmettre certains renseignements au ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, responsable de l'application de la Loi sur l'aide sociale.

Ministre responsable: le ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu

Parrain: M. Pierre Marois

1^{re} lecture: 30 novembre 1981

2^e lecture: 16 décembre 1981

3^e lecture: 19 décembre 1981

Sanction: 19 décembre 1981

Entrée en vigueur: 1^{er} janvier 1982

Lois modifiées: Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16)
 Loi sur les allocations familiales (L.R.Q., chapitre A-17)
 Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., chapitre A-25)

Projet de loi n° 31 (chapitre 26)

Loi modifiant la Loi sur les transports et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi a pour objet la réforme de l'ensemble des règles régissant le régime administratif et de gestion du transport des écoliers. Elle prévoit aussi l'introduction de mesures de polyvalence destinées à permettre une utilisation plus rationnelle des équipements de transport de personnes, plus particulièrement des autobus scolaires.

Le nouveau régime administratif confère aux commissions scolaires une responsabilité accrue dans l'organisation du transport de leur clientèle. Au chapitre des subventions, il incombera au ministre des Transports, et non plus au gouvernement par ses pouvoirs de réglementation, de déterminer le montant des subventions à être versées aux commissions scolaires.

Tout en maintenant dans les faits la priorité à l'intégration des écoliers au transport en commun, le nouveau régime retire aux organismes publics de transport le caractère exclusif de leur juridiction en matière de négociation de contrats de transport scolaire.

La loi permet l'adoption par les institutions d'enseignement de mesures favorisant l'ouverture de leurs circuits de transport à une clientèle autre que scolaire. Elle entrouvre aussi, par le biais des pouvoirs de réglementation, la possibilité pour les transporteurs scolaires d'offrir des services de charte-partie.

La loi permet aussi aux municipalités, sous réserve de certaines approbations préalables du ministre des Transports, d'organiser des services de transport en commun par la conclusion de contrats à cet effet. Elle prévoit l'exercice de ces nouveaux pouvoirs là où de tels services ne sont pas assurés par un organisme public de transport ou par un détenteur de permis de transport en commun.

Ministre responsable: le ministre des Transports

Parrain: M. Michel Clair

1^{re} lecture: 30 novembre 1981

2^e lecture: 16 décembre 1981

3^e lecture: 19 décembre 1981

Sanction: 19 décembre 1981

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

Lois modifiées: Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12)
 Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14)
 Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9)
 Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel
 (L.R.Q., chapitre C-29)
 Loi sur les subventions aux commissions scolaires (L.R.Q.,
 chapitre S-36)
 Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83)
 Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84)
 Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, chapitre 85)
 Charte de la Ville de Laval (1965, 1^{re} session, chapitre 89)
 Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de
 Montréal (1971, chapitre 98)
 Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de
 transport (L.R.Q., chapitre C-70)
 Code de la sécurité routière (1981, chapitre 7)
 Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)
 Code municipal

Projet de loi n° 32 (chapitre 27)

Loi concernant les emprunts scolaires

Objet: Cette loi a pour principal objet de simplifier le processus d'autorisation des emprunts des commissions scolaires et du Conseil scolaire de l'île de Montréal, de faciliter la mise en marché de ces emprunts et d'établir un nouveau mode de garantie des emprunts à long terme.

Elle confie au ministre de l'Éducation les autorisations d'emprunts scolaires qu'il exerçait conjointement avec le ministre des Affaires municipales et la Commission municipale; elle l'autorise notamment à déterminer les conditions et modalités des emprunts et à requérir des organismes scolaires les informations relatives à leur situation financière.

Elle modifie enfin la Loi sur le ministère de l'Éducation afin d'y prévoir la délégation d'autorité du ministre à un fonctionnaire par voie de règlement publié à la *Gazette officielle du Québec*.

Ministre responsable: le ministre de l'Éducation

Parrain: M. Jacques Parizeau

1^{re} lecture: 30 novembre 1981

2^e lecture: 11 décembre 1981

3^e lecture: 19 décembre 1981

Sanction: 19 décembre 1981

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement

Lois modifiées: Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35)
 Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires (L.R.Q., chapitre D-7)
 Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14)
 Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., chapitre M-15)

Projet de loi n° 34 (chapitre 28)

Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale

Objet: Cette loi a pour objet de suspendre jusqu'au 1^{er} janvier 1983 les travaux de la Commission de la représentation sur la préparation d'une nouvelle carte électorale et reporter au 13 avril 1983 la remise de son rapport sur la nouvelle délimitation des circonscriptions électorales.

Elle vise en outre à corriger une imprécision de la Loi sur la représentation électorale concernant l'intégration à la fonction publique du personnel de l'ancienne commission permanente de la réforme des districts électoraux.

Ministre responsable: le ministre d'État à la Réforme électorale

Parrain: M. Marc-André Bédard

1^{re} lecture: 26 novembre 1981

2^e lecture: 17 décembre 1981

3^e lecture: 19 décembre 1981

Sanction: 19 décembre 1981

Entrée en vigueur: 19 décembre 1981

Loi modifiée: Loi sur la représentation électorale (1979, chapitre 57)

Projet de loi n° 36 (chapitre 29)**Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments**

Objet: Cette loi a pour objet d'étendre la portée de la Loi sur les produits agricoles et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29) à toutes les phases du conditionnement des produits marins et d'imposer un nouveau système de permis d'exploitation des usines de transformation de ces produits en fonction d'une modernisation des normes de construction, d'équipement et d'exploitation de ces usines.

Elle permet au gouvernement d'ordonner le triage des produits marins et d'autoriser le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation à prescrire, dans la proportion fixée par le gouvernement, le remboursement des dépenses de triage faites par le ministère ainsi que la répartition de ces dépenses entre les industriels et les pêcheurs.

Elle prescrit l'imposition d'amendes plus élevées dans le cas de contravention aux dispositions réglementaires ordonnant le triage des produits marins.

Elle prévoit l'abrogation de la Loi sur la préparation des produits de la mer (L.R.Q., chapitre P-17) et le maintien en vigueur, jusqu'au 1^{er} janvier 1985, des permis actuels d'exploitation des usines de transformation délivrés en vertu du règlement d'application de cette loi tout en prohibant, à compter de la date du dépôt du projet de loi, la délivrance de nouveaux permis selon ce règlement. Le nouveau système de permis s'appliquera dès la sanction du projet de loi, sauf pour les titulaires des permis actuels qui y seront assujettis, à compter du 1^{er} janvier 1985, à moins qu'ils ne demandent un nouveau permis avant cette date.

Cette loi vise également à assurer l'application de la Loi sur les produits agricoles et les aliments aux produits et aux lieux de conditionnement reliés à des activités commerciales de fourniture de services moyennant rémunération sans qu'il n'y ait d'opérations de vente.

Cette loi établit enfin que les rapports d'inspection ou d'analyse des produits constituent une preuve «prima facie» de leur contenu et de la qualité de leurs signataires tout en précisant que les pouvoirs d'inspection portent non seulement sur les produits, mais également sur les locaux et les équipements.

Ministre responsable: le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Parrain: M. Jean Garon

1^{re} lecture: 30 novembre 1981

2^e lecture: 17 décembre 1981

3^e lecture: 19 décembre 1981

Sanction: 19 décembre 1981

Entrée en vigueur: 19 décembre 1981

Loi modifiée: Loi sur les produits agricoles et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29)

Loi abrogée: Loi sur la préparation des produits de la mer (L.R.Q., chapitre P-17)

Projet de loi n° 38 (chapitre 30)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-dépôts

Objet: Cette loi a pour objet d'imposer le paiement d'une prime aux institutions dont le remboursement des dépôts est garanti par la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

Elle a de plus pour objet de porter de 250 \$ millions à 700 \$ millions le montant que le gouvernement est autorisé à engager auprès de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

Ministre responsable: le ministre des Institutions financières et Coopératives

Parrain: M. Jacques Parizeau

1^{re} lecture: 30 novembre 1981

2^e lecture: 9 décembre 1981

3^e lecture: 19 décembre 1981

Sanction: 19 décembre 1981

Entrée en vigueur: 19 décembre 1981

Loi modifiée: Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., chapitre A-26)

Projet de loi n° 40 (chapitre 31)

Loi sur les sociétés d'entraide économique et modifiant diverses dispositions législatives

Objet: Cette loi a pour objet de permettre la transformation des caisses d'entraide économique en sociétés d'entraide économique.

Elle a également pour objet de régir le fonctionnement des sociétés d'entraide économique, d'en assurer le contrôle et la surveillance et de permettre la constitution de la Fédération des sociétés d'entraide économique du Québec.

Le titre I de la loi prévoit que la transformation d'une caisse en société ne pourra se faire qu'avec l'approbation d'au moins les trois quarts des voix exprimées par les membres présents à une assemblée générale spéciale qui sera tenue le 30 janvier 1982.

Le projet de transformation soumis à l'assemblée aura été préalablement approuvé par le ministre des Institutions financières et Coopératives et précisera notamment, à l'égard de chaque titulaire, le nombre de parts sociales qui seront converties en actions de la société, le nombre de parts sociales qui seront converties en dépôts ainsi que les taux d'intérêts et les échéances de ces dépôts. De plus, certains documents d'information, notamment un résumé du projet de transformation, devront accompagner l'avis de convocation de l'assemblée.

Le titre I édicte également des règles sur la tenue de l'assemblée et du scrutin.

Le titre II prévoit qu'un surintendant sera chargé de l'administration de la loi. Ce titre édicte aussi des normes financières qui concernent notamment les dépôts, l'endettement en dépôts, les prêts, les placements, les emprunts et les liquidités de la société. Il détermine également des règles relatives à la détention des actions du capital-actions d'une société d'entraide économique et prévoit des règles concernant les différents organes de fonctionnement de la société.

Le titre III concerne la Fédération des sociétés d'entraide économique du Québec. Il précise les objets et pouvoirs de la Fédération et prévoit notamment que celle-ci constituera et administrera un fonds de liquidités pour le bénéfice des sociétés.

La loi rend admissibles au régime d'épargne-actions les actions des sociétés d'entraide économique. Elle accorde de plus aux membres des caisses d'entraide économique dont les parts sociales auront été converties en actions de sociétés d'entraide économique un crédit d'impôt égal à vingt-cinq pour cent de la valeur nominale de ces actions.

La loi prévoit au surplus que le ministre devra, dans les 3 ans de son entrée en vigueur, faire un rapport à la Commission des Institutions financières et Coopératives de l'Assemblée nationale sur l'application de la loi, accompagné de ses recommandations sur l'opportunité d'en maintenir ou d'en modifier les dispositions.

Ministre responsable: le ministre des Institutions financières et Coopératives

Parrain: M. Jacques Parizeau

1^{re} lecture: 30 novembre 1981

2^e lecture: 10 décembre 1981

3^e lecture: 19 décembre 1981

Sanction: 19 décembre 1981

Entrée en vigueur: par proclamation du gouvernement sauf l'article 197, le premier alinéa de l'article 205 et l'article 219, le 19 décembre 1981

Lois modifiées: Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4)
Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3)

Projet de loi n° 41 (chapitre 32)

Loi modifiant la Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives

Objet: Cette loi a principalement pour objet de modifier des dispositions législatives relatives au fonctionnement de la Régie du logement afin de permettre d'accélérer le traitement de certaines demandes.

Les nouvelles mesures proposées ont pour effet:

- a) de permettre la nomination, selon la procédure prévue par la loi, de régisseurs à temps partiel lorsque les circonstances l'exigent;
- b) d'habiliter des «greffiers spéciaux» à décider de certaines demandes de recouvrement de loyer ou de résiliation de bail, lorsqu'elles procèdent par défaut et à autoriser le dépôt du loyer;
- c) d'autoriser les régisseurs à ordonner, dans certains cas, l'exécution provisoire d'une décision malgré la révision ou l'appel;
- d) de conférer aux régisseurs le pouvoir d'adjuger les frais afférents aux procédures devant la Régie et élargir, à cet égard, le pouvoir réglementaire du gouvernement.

La loi modifie également le Code civil de manière à soumettre le dépôt de la totalité ou d'une partie du loyer à une autorisation du tribunal, à assouplir la formulation de certains avis obligatoires et à simplifier les modalités de constatation du prolongement d'un bail écrit.

Enfin, cette loi propose un certain nombre de modifications à caractère technique.

Ministres responsables: le ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur et le ministre de la Justice

Parrain: M. Guy Tardif

1^{re} lecture: 30 novembre 1981

2^e lecture: 16 décembre 1981

3^e lecture: 19 décembre 1981

Sanction: 19 décembre 1981

Entrée en vigueur: 19 décembre 1981 sauf aa. 2, 10, 16 et 18 par proclamation du gouvernement

Lois modifiées: Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives (1979, chapitre 48)
Code civil

Projet de loi n° 43 (chapitre 17)

Loi sur un renvoi à la Cour d'appel

Objet: Cette loi a pour objet de rendre possible, conformément à l'article 37 de la Loi concernant la Cour suprême du Canada (S.R.C., chapitre S-19), l'appel à la Cour suprême de l'opinion transmise au gouvernement, par la Cour d'appel du Québec, en réponse à toute question qu'il lui aura soumise relativement à tout projet de résolution déposé ou adopté par le Parlement du Canada et portant adresse commune du Sénat et de la Chambre des communes à Sa Majesté la Reine concernant toute modification à la Constitution du Canada.

Ministre responsable: le ministre de la Justice

Parrain: M. Marc-André Bédard

1^{re} lecture: 2 décembre 1981

2^e lecture: 8 décembre 1981

3^e lecture: 8 décembre 1981

Sanction: 8 décembre 1981

Entrée en vigueur: 8 décembre 1981

Loi modifiée: aucune

Projet de loi n° 45 (chapitre 33)

Loi favorisant l'exercice des recours découlant de l'utilisation de la mousse d'urée formaldéhyde comme isolant

Objet: Cette loi a pour objet d'assurer à toute personne qui a intenté ou intenté avant le 1^{er} juillet 1982 un recours en justice fondé sur l'utilisation de la mousse d'urée formaldéhyde comme isolant, que ce recours ne puisse être rejeté pour le motif qu'il est prescrit ou qu'il n'a pas été intenté avec diligence raisonnable.

Ministre responsable: le ministre de la Justice

Parrain: M. Marc-André Bédard

1^{re} lecture: 17 décembre 1981

2^e lecture: 19 décembre 1981

3^e lecture: 19 décembre 1981

Sanction: 19 décembre 1981

Entrée en vigueur: 19 décembre 1981

Loi modifiée: aucune

LISTE DES LOIS PAR MINISTÈRE OU SECTEUR

Administration gouvernementale:

- 6 Loi concernant certains ministères

Affaires municipales:

- 11 Loi modifiant certaines dispositions législatives pour donner suite à la politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 1981-1982
- 26 Loi confirmant l'existence de certaines municipalités

Affaires sociales:

- 10 Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse
- 27 Loi modifiant diverses dispositions législatives dans le domaine de la santé et des services sociaux

Agriculture, Pêcheries et Alimentation:

- 36 Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles et les aliments

Éducation:

- 11 Loi modifiant certaines dispositions législatives pour donner suite à la politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 1981-1982
- 32 Loi concernant les emprunts scolaires

Énergie et Ressources:

- 16 Loi modifiant la Loi sur l'Hydro-Québec

Environnement:

- 8 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement

Finances:

- 9 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982, et pour d'autres fins du service public
- 11 Loi modifiant certaines dispositions législatives pour donner suite à la politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 1981-1982
- 19 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982, et pour d'autres fins du service public
- 21 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982, et pour d'autres fins du service public

Fonction publique:

- 12 Loi modifiant la Loi sur la fonction publique
- 22 Loi modifiant la Loi sur la fonction publique

Habitation et Protection du consommateur:

- 1 Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec
- 7 Loi sur le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur
- 20 Loi modifiant le Code civil et certaines dispositions législatives en matière de logement
- 41 Loi modifiant la Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives

Institutions financières et Coopératives:

- 38 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-dépôts
- 40 Loi sur les sociétés d'entraide économique et modifiant diverses dispositions législatives

Justice

- 10 Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse
- 17 Loi modifiant certaines lois relatives à l'administration de la justice
- 20 Loi modifiant le Code civil et certaines dispositions législatives en matière de logement
- 28 Loi modifiant diverses dispositions législatives
- 41 Loi modifiant la Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives
- 43 Loi concernant un renvoi à la Cour d'appel
- 45 Loi favorisant l'exercice des recours découlant de l'utilisation de la mousse d'urée formaldéhyde comme isolant

Industrie, Commerce et Tourisme:

- 2 Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal

Réforme électorale:

- 14 Loi concernant le recensement des électeurs pour l'année 1981 et modifiant la Loi sur la consultation populaire
- 34 Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale

Revenu:

- 11 Loi modifiant certaines dispositions législatives pour donner suite à la politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 1981-1982
- 29 Loi modifiant diverses lois fiscales

Transports:

- 4 Code de la sécurité routière
- 5 Loi modifiant la Loi sur les transports et d'autres dispositions législatives
- 31 Loi modifiant la Loi sur les transports et d'autres dispositions législatives

Travail, Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu:

- 11 Loi modifiant certaines dispositions législatives pour donner suite à la politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 1981-1982
- 13 Loi sur le Comité mixte de la construction
- 30 Loi modifiant la Loi sur l'aide sociale et d'autres dispositions législatives

PROJETS DE LOI DÉPOSÉS MAIS NON ADOPTÉS EN 1981

Projets de loi du gouvernement

- 3 Loi sur le fonds minier
- 15 Loi sur l'abolition de la retraite obligatoire et modifiant certaines dispositions législatives
- 18 Loi assurant l'application de la réforme du droit de la famille et modifiant le Code de procédure civile
- 23 Loi sur l'acquisition d'immeubles en vue de permettre l'aménagement d'un port méthanier
- 24 Loi modifiant la Loi concernant les droits sur les mines
- 25 Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux
- 33 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les municipalités
- 35 Loi sur la révocation des droits de mine et modifiant la Loi sur les mines
- 37 Loi regroupant les villes de Baie-Comeau et de Hauterive
- 39 Loi modifiant le régime des droits relatifs au commerce des boissons alcooliques et certaines dispositions législatives
- 42 Loi modifiant la Loi sur les impôts
- 44 Loi assurant la reprise des services de transport par traversier entre Sorel et Saint-Ignace
- 46 Loi modifiant la Loi de la Communauté urbaine de Montréal

Projets de loi de députés

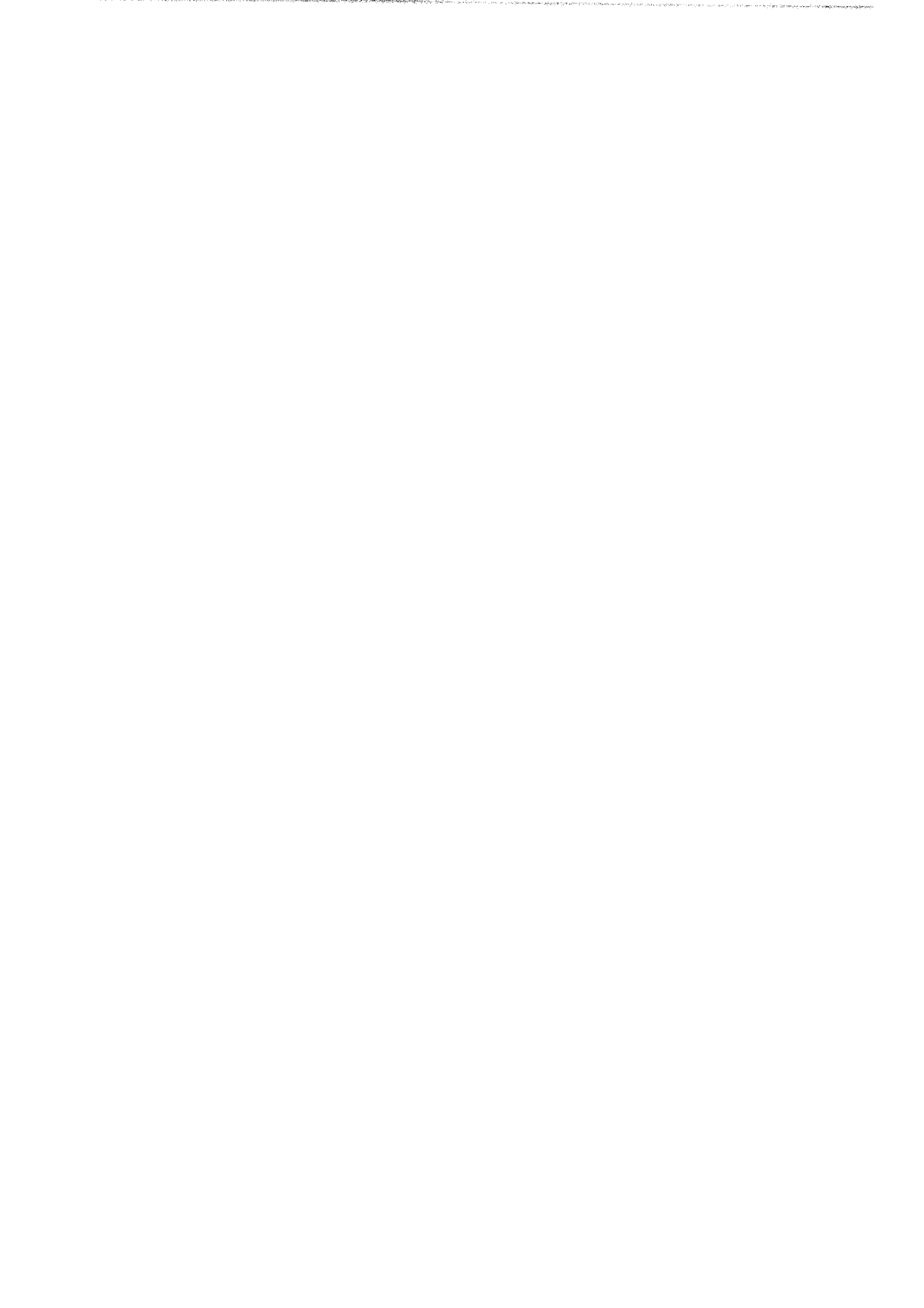
- 188 Loi concernant un contrat d'approvisionnement à l'Hôpital Charles Le Moyne
- 190 Loi sur la commune de la seigneurie d'Yamaska
- 191 Loi modifiant la Loi concernant la ville d'Acton Vale
- 193 Loi régissant l'usage du tabac dans les endroits publics

Projets de loi privés

- 200 Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal
- 204 Loi concernant la ville de Kirkland
- 206 Loi concernant Canadian Slovak Building Ltd
- 207 Loi concernant la succession de Jean-Louis Brissette
- 208 Loi concernant la succession de Robert Meighen
- 211 Loi modifiant le territoire de la ville de Mont-Joli
- 216 Loi concernant L'Union-Vie
- 218 Loi concernant la succession d'Isidore H. Munz
- 228 Loi concernant la ville de Matane
- 229 Loi concernant la fondation E.P.I.C.
- 232 Loi concernant les Soeurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu de St-Hyacinthe
- 234 Loi concernant La Corporation des Soeurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs
- 235 Loi concernant la ville de Val d'Or
- 242 Loi modifiant la Loi constituant en corporation «L'Hôpital d'Argenteuil»
- 243 Loi concernant la succession de Edward Scallon
- 246 Loi concernant la ville de Saint-Basile-le-Grand
- 247 Loi concernant la cité de Verdun
- 256 Loi modifiant les pouvoirs de la ville de La Prairie
- 257 Loi concernant certains lots du cadastre de la paroisse de Saint-Augustin, division d'enregistrement de Portneuf
- 261 Loi concernant la ville de Ville-Marie
- 264 Loi modifiant la charte de la ville de Trois-Rivières

268 Loi concernant la ville de Fermont

279 Loi concernant les Soeurs Franciscaines missionnaires de l'Immaculée-
Conception



**LISTE DES LOIS ANTÉRIEURES À 1981
ENTRÉES EN VIGUEUR SUR PROCLAMATION EN 1981**

1976, chapitre 58	Loi concernant la ville de Hull
— 19 août 1981:	aa. 1 à 4 Décret 2231-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 4053
1978, chapitre 9	Loi sur la protection du consommateur
— 1 ^{er} mars 1981:	aa. 256, 308 Décret 249-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 991
1978, chapitre 56	Loi modifiant la Loi sur les mécaniciens de machines fixes
— 1 ^{er} septembre 1981:	aa. 1 à 12 Décret 2008-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 3541
1978, chapitre 57	Loi modifiant la Loi des accidents du travail et d'autres dispositions législatives
— 1 ^{er} janvier 1981:	a. 67 Décret 3624-80, G.O., 1980, Partie 2, p. 6661
— 11 mars 1981:	a. 24 Décret 875-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 1805
1979, chapitre 17	Loi modifiant la Loi de l'adoption
— 15 avril 1981:	a. 3 (37.3) Décret 782-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 1807
1979, chapitre 25	Loi concernant les dispositions législatives prévues par la Convention du Nord-Est québécois
— 10 septembre 1981:	aa. 105 (31i, 3 ^e al.), 111 à 114, 116 à 119, 122 à 128, 131 à 139, 142, 145 (763 à 765, 790, 792 de la Loi sur l'instruction publique) Décret 2451-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 4311

- 1979, chapitre 63 Loi sur la santé et la sécurité du travail
- 25 février 1981: aa. 110, 111, 247 (2^e al.)
Décret 571-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 1353
- 1979, chapitre 68 Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre
- 12 février 1981: aa. 1, 6 à 14, 38, 39, 48 à 50, 52
Décret 338-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 989
- 1^{er} juin 1981: aa. 2 à 5, 15 à 37, 40 à 47, 51, annexe
Décret 704-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 1809
- 1979, chapitre 70 Loi sur le recouvrement de certaines créances
- 1^{er} avril 1981: aa. 2 à 4, 45 à 63, 65 à 70
Décret 645-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 1567
- 1^{er} juillet 1981: aa. 1, 5 à 24, 26 à 44, 64
Décret 645-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 1567
- 1979, chapitre 73 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-récolte et la Loi sur l'assurance-stabilisation des revenus agricoles
- 21 janvier 1981: aa. 1 à 23
Décret 150-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 581
- 1979, chapitre 84 Loi sur les grains
- 1^{er} février 1981: aa. 1 à 67
Décret 72-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 433
- 1980, chapitre 18 Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, la Loi sur le régime de retraite des enseignants et la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires
- 1^{er} novembre 1981: aa. 2, 3
Décret 2850-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 4577

- 1980, chapitre 26 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise
d'exploration minière
- 1^{er} mars 1981: aa. 1, 2, 4 à 7
Décret 395-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 1193
- 1^{er} avril 1981: a. 3
Décret 395-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 1193
- 1980, chapitre 27 Loi modifiant la Loi sur la Société d'initiatives
pétrolières
- 1^{er} avril 1981: aa. 1 à 10
Décret 820-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 1811
- 1980, chapitre 28 Loi modifiant la Loi sur les compagnies et la Loi sur
les déclarations des compagnies et sociétés
- 16 février 1981: aa. 3 à 22
Décret 166-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 583
- 1980, chapitre 29 Loi modifiant la Loi sur le crédit forestier
- 9 juillet 1981: aa. 1 à 3
Décret 1876-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 3459
- 1980, chapitre 32 Loi sur l'économie d'énergie dans le bâtiment
- 1^{er} novembre 1981: aa. 5, 16, 17
Décret 2926-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 4731
- 1980, chapitre 37 Loi modifiant la Loi sur la Société de développe-
ment immobilier du Québec
- 13 février 1981: aa. 1, 2 (17.3), 3 à 6
Décret 425-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 1191
- 25 février 1981: a. 2 (17.1, 17.2)
Décret 425-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 1191

1980, chapitre 39

Loi instituant un nouveau Code civil et portant
réforme du droit de la famille

— 2 avril 1981:

aa. 1 (C. c., 407 à 422, 440 à 458, 460 à 524, 572 à
594, 633 à 659), 2 à 5, 7, 8, 10 à 32, 34 à 58, 61, 62,
65 à 67, 72, 74, 79

Décret 671-81, G.O., 1981, Partie 2, p. 1565

**TABLEAU DES MODIFICATIONS
APPORTÉES AUX
LOIS PUBLIQUES EN 1981**

Les chiffres en caractères gras sont les numéros des articles.

Les renseignements donnés dans ce tableau sont tous donnés sans égard à la date d'entrée en vigueur des modifications.

Citation	TITRE	Modifications
1 — LOIS REFONDUES DU QUÉBEC, 1977, EN VIGUEUR LE 1^{er} SEPTEMBRE 1979		
L.R.Q., c. A-10	Loi sur les agents de voyage	1, 1981, P.L. 7, a. 16 1981, P.L. 28, a. 3 9, 11-14, 16-19, 21, 32, 34.1, 35, 37, 1981, P.L. 28, a. 4 42, 43, 1981, P.L. 28, a. 5
L.R.Q., c. A-16	Loi sur l'aide sociale	7, 1981, P.L. 11, a. 37 10, 1981, P.L. 11, a. 38 12, 1981, P.L. 11, a. 39 13.0.1, 1981, P.L. 30, a. 1 13.1, 1981, P.L. 11, a. 40 13.2, 1981, P.L. 11, a. 41 25, 1981, P.L. 11, a. 42 1981, P.L. 30, a. 2 31, 1981, P.L. 11, a. 43 1981, P.L. 30, a. 3 36.1, 1981, P.L. 30, a. 4 37.1, 1981, P.L. 30, a. 5
L.R.Q., c. A-17	Loi sur les allocations familiales	3, ab. 1981, P.L. 30, a. 6 4, 1981, P.L. 30, a. 7 5, ab. 1981, P.L. 30, a. 8 9, 1981, P.L. 30, a. 9 25, 1981, P.L. 30, a. 10 26, 1981, P.L. 30, a. 11
L.R.Q., c. A-25	Loi sur l'assurance automobile	1, 1981, P.L. 4, a. 540 1.1, 1981, P.L. 4, a. 541 70, 1981, P.L. 30, a. 12 74, 1981, P.L. 11, a. 44 97.1, 1981, P.L. 4, a. 542 149.1-149.10, 1981, P.L. 4, a. 543 150, 1981, P.L. 4, a. 544 152, 1981, P.L. 4, a. 545 188, 1981, P.L. 4, a. 546 202, 1981, P.L. 4, a. 547
L.R.Q., c. A-26	Loi sur l'assurance-dépôts	40.1-40.4, 1981, P.L. 38, a. 1 43, 1981, P.L. 38, a. 2 55, 1981, P.L. 38, a. 3

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. A-29	Loi sur l'assurance-maladie	3, 1981, P.L. 27, a. 1 4, 1981, P.L. 27, a. 2 15, 1981, P.L. 27, a. 3 19, 1981, P.L. 27, a. 4 19.1, 1981, P.L. 27, a. 5 22, 1981, P.L. 27, a. 6 22.1, 1981, P.L. 27, a. 7 22.2, 1981, P.L. 27, a. 8 31, 1981, P.L. 27, a. 9 38, 1981, P.L. 27, a. 10 42, 1981, P.L. 27, a. 11 46, 1981, P.L. 27, a. 12 52.1, 1981, P.L. 27, a. 13 54, 1981, P.L. 27, a. 14 54.1, 1981, P.L. 27, a. 15 58, 1981, P.L. 27, a. 16 61, 1981, P.L. 27, a. 17 62, 1981, P.L. 27, a. 18 64, 1981, P.L. 27, a. 19 65, 1981, P.L. 27, a. 20 66.1, 1981, P.L. 27, a. 21 67, 1981, P.L. 6, a. 37 1981, P.L. 27, a. 22 68.1, 1981, P.L. 27, a. 23 69, 1981, P.L. 27, a. 24 70, 71, 71.1, 1981, P.L. 6, a. 37 73, 1981, P.L. 27, a. 25 74, 1981, P.L. 27, a. 26 75, 1981, P.L. 27, a. 27 76, 1981, P.L. 27, a. 28 77, 1981, P.L. 27, a. 29 88, 1981, P.L. 27, a. 30 96-98, 103, 1981, P.L. 27, a. 31 104, 1981, P.L. 27, a. 32 104.1, 1981, P.L. 27, a. 33
L.R.Q., c. B-9	Loi sur les bureaux d'enregistrement	6, 1981, P.L. 17, a. 21
L.R.Q., c. C-4	Loi sur les caisses d'épargne et de crédit	25, 1981, P.L. 40, a. 205
L.R.Q., c. C-19	Loi sur les cités et villes	467.1-467.7, 1981, P.L. 31, a. 38
L.R.Q., c. C-24	Code de la route	Remp. 1981, P.L. 4, a. 567 — sauf titre; partie de a. 1 qui précède par. 1° et par. 14° et 15° de a. 1; aa. 21, 22, 24, 25, 25.1 et sous-par. p du par. 1 de a. 109 (<i>en vigueur jusqu'au 1^{er} avril 1983</i>)
L.R.Q., c. C-25	Code de procédure civile	35, 1981, P.L. 17, a. 10 116, 1981, P.L. 17, a. 11 305, 1981, P.L. 17, a. 12 479, 1981, P.L. 17, a. 13 641, 1981, P.L. 17, a. 14 641.2, 1981, P.L. 17, a. 15

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-25	Code de procédure civile — Suite	641.3, 1981, P.L. 17, a. 16 647, 1981, P.L. 17, a. 17 659.3, 1981, P.L. 17, a. 18 659.8, 1981, P.L. 17, a. 19 661.1, 1981, P.L. 17, a. 20
L.R.Q., c. C-27	Code du travail	23, 1981, P.L. 28, a. 6
L.R.Q., c. C-29	Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel	6, 1981, P.L. 31, a. 13 6.1-6.3, 1981, P.L. 31, a. 14
L.R.Q., c. C-35	Loi sur la Commission municipale	1, 1981, P.L. 32, a. 19 65, 1981, P.L. 32, a. 20 99, 1981, P.L. 32, a. 21
L.R.Q., c. C-54	Loi sur le Conseil consultatif de la justice	9.1, 1981, P.L. 17, a. 22 10, 1981, P.L. 17, a. 23
L.R.Q., c. C-57	Loi sur le Conseil des affaires sociales et de la famille	2, 1981, P.L. 6, a. 10 4, 1981, P.L. 6, a. 11 5, 1981, P.L. 6, a. 12 6, 1981, P.L. 6, a. 13 7, 1981, P.L. 6, a. 14 8, 1981, P.L. 6, a. 15 10, 1981, P.L. 6, a. 16 11, 1981, P.L. 6, a. 17 12, 1981, P.L. 6, a. 18 17, 1981, P.L. 6, a. 19
L.R.Q., c. C-64.1	Loi sur la consultation populaire	1, 1981, P.L. 14, a. 5 13-15, 1981, P.L. 14, a. 6 16-18, 1981, P.L. 14, a. 7 19, 1981, P.L. 14, a. 8 21, 1981, P.L. 14, a. 9 24, 28, 31, 1981, P.L. 14, a. 16 32, 1981, P.L. 14, a. 10 34, 37, 40, 1981, P.L. 14, a. 16 41, 1981, P.L. 14, a. 11 42, 1981, P.L. 14, a. 12 43, 1981, P.L. 14, a. 13 44, 1981, P.L. 14, a. 14 45, 1981, P.L. 14, a. 15 A — Appendice 1: Ab. 1981, P.L. 14, a. 17 B — Appendice 2, section 1: Remp. 1981, P.L. 14, a. 18 C — Appendice 2, section 1.1: Aj. 1981, P.L. 14, a. 18 D — Appendice 2, section 2: 68, 1981, P.L. 14, a. 19 75, 1981, P.L. 14, a. 20 100, 1981, P.L. 14, a. 21 119, 1981, P.L. 14, a. 22 119.1, 1981, P.L. 14, a. 23

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. C-70	Loi sur les corporations municipales et inter-municipales de transport	53, 1981, P.L. 31, a. 26 63, 1981, P.L. 31, a. 27 64, ab. 1981, P.L. 31, a. 28 66, 1981, P.L. 31, a. 29 67.1, 1981, P.L. 31, a. 30
L.R.Q., c. D-3	Loi sur les dentistes	18.1, 1981, P.L. 27, a. 36
L.R.Q., c. D-7	Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires	20, 1981, P.L. 32, a. 22 26.1, 1981, P.L. 32, a. 23 44, 1981, P.L. 32, a. 24
L.R.Q., c. D-13.2	Loi sur les droits successoraux	15, 1981, P.L. 29, a. 1
L.R.Q., c. E-4	Loi sur les installations électriques	2, 1981, P.L. 28, a. 7 7, 1981, P.L. 28, a. 8 8, 1981, P.L. 28, a. 9 19, 1981, P.L. 28, a. 10 24, 1981, P.L. 28, a. 11 34, 1981, P.L. 28, a. 12
L.R.Q., c. E-9	Loi sur l'enseignement privé	14, 14.1-14.4, 1981, P.L. 11, a. 32 17, 17.1-17.4, 1981, P.L. 11, a. 33 21, 1981, P.L. 11, aa. 34, 35 59, 59.1-59.3, 1981, P.L. 31, a. 12
L.R.Q., c. E-18	Loi sur l'exécutif	4, 1981, P.L. 6, a. 42 1981, P.L. 7, a. 17
L.R.Q., c. E-20.1	Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées	1, 1981, P.L. 28, a. 13 6, 1981, P.L. 28, a. 14 12, 1981, P.L. 28, a. 15 63, 63.1-63.3, 1981, P.L. 28, a. 16 64, 1981, P.L. 28, a. 17 65, ab. 1981, P.L. 28, a. 18 114, 1981, P.L. 6, a. 41
L.R.Q., c. F-1	Loi sur les fabriques	1, 1981, P.L. 17, a. 24 17, 1981, P.L. 17, a. 25 18, 1981, P.L. 17, a. 26 29, 1981, P.L. 17, a. 27 38, 1981, P.L. 17, a. 28 57-68, ab. 1981, P.L. 17, a. 29 69, 1981, P.L. 17, a. 30
L.R.Q., c. F-3.1	Loi sur la fonction publique	8, 1981, P.L. 12, a. 1 29, 1981, P.L. 12, a. 2 50, 1981, P.L. 12, a. 3 51, 1981, P.L. 12, a. 4 60, 1981, P.L. 12, a. 5 61, 1981, P.L. 12, a. 6 67, 1981, P.L. 12, a. 7 68, 1981, P.L. 12, a. 8 77, 1981, P.L. 12, a. 9 79, 1981, P.L. 12, a. 10

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. F-3.1	Loi sur la fonction publique — Suite	110, 1981, P.L. 22, a. 2 113, 1981, P.L. 22, a. 3 114, 1981, P.L. 22, a. 4 115, 1981, P.L. 22, a. 5 116.1-116.6, 1981, P.L. 22, a. 6
L.R.Q., c. H-5	Loi sur l'Hydro-Québec	3.1-3.5, 1981, P.L. 16, a. 1 11.5, 1981, P.L. 16, a. 2 15.1-15.7, 1981, P.L. 16, a. 3 16, 1981, P.L. 16, a. 4 21.2, 1981, P.L. 16, a. 5 22, 1981, P.L. 16, a. 6 22.1, 1981, P.L. 16, a. 7 24, 1981, P.L. 16, a. 8 25, ab. 1981, P.L. 16, a. 9 40, 1981, P.L. 16, a. 10
L.R.Q., c. I-1	Loi concernant l'impôt sur la vente en détail	2, 1981, P.L. 11, a. 24 3, 1981, P.L. 29, a. 2 7, 1981, P.L. 29, a. 3 13, 1981, P.L. 29, a. 4 15, 1981, P.L. 29, a. 5 17, 1981, P.L. 11, a. 25 31, 1981, P.L. 29, a. 6
L.R.Q., c. I-2	Loi concernant l'impôt sur le tabac	4, 1981, P.L. 29, a. 7 5, 1981, P.L. 29, a. 8 8, 1981, P.L. 11, a. 26 9, 1981, P.L. 29, a. 9 9.1, 1981, P.L. 29, a. 10 11, 1981, P.L. 29, a. 11 12, 1981, P.L. 29, a. 12 18, 1981, P.L. 29, a. 13
L.R.Q., c. I-3	Loi sur les impôts	163.1, 1981, P.L. 11, a. 1 356.1, 356.2, 1981, P.L. 29, a. 14 545, 1981, P.L. 11, a. 2 547.2, 1981, P.L. 11, a. 3 564, 1981, P.L. 11, a. 4 564.5, 1981, P.L. 11, a. 5 564.7, 1981, P.L. 11, a. 6 735.1, 1981, P.L. 11, a. 7 771, 1981, P.L. 11, a. 8 771.1, 771.2, 1981, P.L. 11, a. 9 776.1, 1981, P.L. 11, a. 10 776.2-776.5, 1981, P.L. 29, a. 15 965.1, 1981, P.L. 40, a. 211 965.5, 1981, P.L. 40, a. 212 965.6, 1981, P.L. 40, a. 213 966, 1981, P.L. 11, a. 11 1029.1-1029.6, 1981, P.L. 11, a. 12 1052, 1981, P.L. 11, a. 13 1132, 1981, P.L. 11, a. 14 1143, 1981, P.L. 11, a. 15 1207.1, 1207.2, 1981, P.L. 11, a. 16

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. I-5	Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile	Remp. 1981, P.L. 4, a. 566
L.R.Q., c. I-8.1	Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques	164, 1981, P.L. 17, a. 62 179, 1981, P.L. 17, a. 63
L.R.Q., c. I-14	Loi sur l'instruction publique	12, 1981, P.L. 32, a. 1 195, 196, 1981, P.L. 31, a. 7 216, 1981, P.L. 32, a. 2 217, 1981, P.L. 32, a. 3 218, ab. 1981, P.L. 32, a. 4 219, ab. 1981, P.L. 32, a. 5 220, 1981, P.L. 32, a. 6 221, ab. 1981, P.L. 32, a. 7 222, 1981, P.L. 32, a. 8 223, ab. 1981, P.L. 32, a. 9 225, 1981, P.L. 32, a. 10 293, 1981, P.L. 32, a. 11 431, 431.1-431.10, 1981, P.L. 31, a. 8 440, 440.1, 1981, P.L. 31, a. 9 441, 1981, P.L. 31, a. 10 504, 1981, P.L. 31, a. 11 1981, P.L. 32, a. 12 506, 1981, P.L. 32, a. 13 507, 1981, P.L. 32, a. 14 508, 1981, P.L. 32, a. 15 509, 1981, P.L. 32, a. 16 510, 1981, P.L. 32, a. 17 545, 1981, P.L. 32, a. 18
L.R.Q., c. I-16	Loi d'interprétation	61, 1981, P.L. 17, a. 33 1981, P.L. 28, a. 19
L.R.Q., c. J-2	Loi sur les jurés	4, 1981, P.L. 17, a. 34 6, 1981, P.L. 17, a. 35
L.R.Q., c. L-1.1	Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus	3, 1981, P.L. 17, a. 36
L.R.Q., c. L-3	Loi sur les licences	28, 1981, P.L. 29, a. 16
L.R.Q., c. L-6	Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement	4, 1981, P.L. 17, a. 37
L.R.Q., c. M-4	Loi sur les maîtres mécanicien en tuyauterie	10, 1981, P.L. 28, a. 20
L.R.Q., c. M-9	Loi médicale	18.1, 1981, P.L. 27, a. 35
L.R.Q., c. M-13	Loi sur les mines	1, 1981, P.L. 28, a. 21 15, 1981, P.L. 28, a. 22 25, ab. 1981, P.L. 28, a. 23 30, 1981, P.L. 28, a. 24 49, 1981, P.L. 28, a. 25 62, 1981, P.L. 28, a. 26 67, 1981, P.L. 28, a. 27

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. M-13	Loi sur les mines — Suite	73, 1981, P.L. 28, a. 28 77, 1981, P.L. 28, a. 29 305, 1981, P.L. 28, a. 30 338, 1981, P.L. 28, a. 31
L.R.Q., c. M-15	Loi sur le ministère de l'éducation	11, 1981, P.L. 32, a. 25
L.R.Q., c. M-16	Loi sur le ministère de l'immigration (<i>Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration</i>)	Titre, 1981, P.L. 6, a. 1 1, 1981, P.L. 6, a. 2 2, 1981, P.L. 6, a. 3 3.3, 1981, P.L. 28, a. 32 4, 1981, P.L. 6, a. 4 8, 1981, P.L. 6, a. 5 10, 1981, P.L. 6, a. 6
L.R.Q., c. M-21	Loi sur le ministère des affaires intergouvernementales	20, 1981, P.L. 28, a. 33 21, 1981, P.L. 28, a. 34
L.R.Q., c. M-23	Loi sur le ministère des affaires sociales	2, 1981, P.L. 6, a. 9 11, 11.1, 1981, P.L. 27, a. 34
L.R.Q., c. M-25	Loi sur le ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières (<i>Loi sur le ministère des Institutions financières et Coopératives</i>)	Titre, 1981, P.L. 6, a. 20 1, 1981, P.L. 6, a. 21 2, 1981, P.L. 6, a. 22 8, 1981, P.L. 6, a. 23
L.R.Q., c. M-31	Loi sur le ministère du revenu	30, 1981, P.L. 11, a. 22 1981, P.L. 29, a. 17 31, 1981, P.L. 11, a. 23 1981, P.L. 29, a. 18 69, 1981, P.L. 29, a. 19
L.R.Q., c. M-33	Loi sur le ministère du travail et de la main-d'oeuvre (<i>Loi sur le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu</i>)	Titre, 1981, P.L. 6, a. 26 1, 1981, P.L. 6, a. 27 2, 1981, P.L. 6, a. 28 3, 1981, P.L. 6, a. 29 4, 4.1, 1981, P.L. 6, a. 30 6, 1981, P.L. 6, a. 31 16, 1981, P.L. 6, a. 32 Ann. I, 1981, P.L. 6, a. 33
L.R.Q., c. M-34	Loi sur les ministères	1, 1981, P.L. 6, a. 43 1981, P.L. 7, a. 18
L.R.Q., c. P-10	Loi sur la pharmacie	8.1, 1981, P.L. 27, a. 37 21, 1981, P.L. 27, a. 38
L.R.Q., c. P-15	Loi sur les poursuites sommaires	47, 1981, P.L. 17, a. 38 49, 1981, P.L. 17, a. 39
L.R.Q., c. P-17	Loi sur la préparation des produits de la mer	ab. 1981, P.L. 36, a. 14
L.R.Q., c. P-26	Loi sur la probation et sur les établissements de détention	19.7, 1981, P.L. 17, a. 40

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. P-29	Loi sur les produits agricoles et les aliments (<i>Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments</i>)	Titre, 1981, P.L. 36, a. 1 1, 1981, P.L. 36, a. 2 2, 1981, P.L. 36, a. 3 3, 1981, P.L. 36, a. 4 8, 1981, P.L. 36, a. 5 9, 1981, P.L. 36, a. 6 33, 1981, P.L. 36, a. 7 40, 1981, P.L. 36, a. 8 40.1, 1981, P.L. 36, a. 9 44, 1981, P.L. 36, a. 10 47, 1981, P.L. 36, a. 11 54, 1981, P.L. 36, a. 12 56.1, 1981, P.L. 36, a. 13
L.R.Q., c. P-34.1	Loi sur la protection de la jeunesse	1, 1981, P.L. 10, a. 1 8, 1981, P.L. 10, a. 2 9, 1981, P.L. 10, a. 3 15, 1981, P.L. 10, a. 4 23, 1981, P.L. 10, a. 5 23.1, 1981, P.L. 10, a. 6 31.1, 1981, P.L. 10, a. 7 38, 1981, P.L. 10, a. 8 39, 1981, P.L. 10, a. 9 40, 1981, P.L. 10, a. 10 46, 1981, P.L. 10, a. 11 51, 1981, P.L. 10, a. 12 54, 1981, P.L. 10, a. 13 55, 1981, P.L. 10, a. 14 56, 1981, P.L. 10, a. 15 60, 1981, P.L. 10, a. 16 64, 1981, P.L. 10, a. 17 74, 74.1, 74.2, 1981, P.L. 10, a. 18 76.1, 1981, P.L. 10, a. 19 79, 1981, P.L. 10, a. 20 86, 1981, P.L. 10, a. 21 91, 1981, P.L. 10, a. 22 96, 1981, P.L. 10, a. 23 96.1, 1981, P.L. 10, a. 24 98.1, 1981, P.L. 10, a. 25 132, 1981, P.L. 10, a. 26
L.R.Q., c. P-35	Loi sur la protection de la santé publique	1, 1981, P.L. 27, a. 103 2, 1981, P.L. 27, a. 104 5, 1981, P.L. 27, a. 105 6, 1981, P.L. 27, a. 106 34, 1981, P.L. 27, a. 107 35, 1981, P.L. 27, a. 108 36, 1981, P.L. 27, a. 109 40.1-40.3, 1981, P.L. 27, a. 110 69, 1981, P.L. 27, a. 111
L.R.Q., c. P-40.1	Loi sur la protection du consommateur	1, 1981, P.L. 7, a. 19
L.R.Q., c. Q-1	Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction	1, 1981, P.L. 7, a. 20 83, 1981, P.L. 7, a. 21

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. Q-2	Loi sur la qualité de l'environnement	104.1, 1981, P.L. 8, a. 1 110, 1981, P.L. 28, a. 35
L.R.Q., c. R-3	Loi sur la refonte des lois et des règlements	4, 1981, P.L. 28, a. 36 24, 1981, P.L. 28, a. 38 25, 1981, P.L. 28, a. 39 26, 1981, P.L. 28, a. 40 27, 1981, P.L. 28, a. 41 28, ab. 1981, P.L. 28, a. 42 29, 1981, P.L. 28, a. 43
L.R.Q., c. R-4	Loi sur la Régie de l'assurance automobile	2, 1981, P.L. 4, a. 548 23, 1981, P.L. 4, a. 549 23.1, 1981, P.L. 4, a. 550
L.R.Q., c. R-5	Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec	2, 1981, P.L. 6, a. 38 25, 1981, P.L. 27, a. 39 34, 1981, P.L. 11, a. 27 38, 1981, P.L. 11, a. 28 39, 1981, P.L. 11, a. 29 40, 1981, P.L. 11, a. 30
L.R.Q., c. R-9	Loi sur le régime de rentes du Québec	15, 1981, P.L. 28, a. 44 16, 1981, P.L. 28, a. 45 20.1, 1981, P.L. 28, a. 46 22, ab. 1981, P.L. 28, a. 47 23.1-23.4, 1981, P.L. 28, a. 48 24, ab. 1981, P.L. 28, a. 49 33, 1981, P.L. 28, a. 50 52.1, 1981, P.L. 29, a. 20 78.1, 1981, P.L. 29, a. 21
L.R.Q., c. S-3	Loi sur la sécurité dans les édifices publics	17, ab. 1981, P.L. 28, a. 51 18, 1981, P.L. 28, a. 52
L.R.Q., c. S-5	Loi sur les services de santé et les services sociaux	1, 1981, P.L. 27, a. 40 10, 1981, P.L. 27, a. 41 18, 1981, P.L. 27, a. 42 18.1-18.5, 1981, P.L. 27, a. 43 24, 1981, P.L. 27, a. 44 24.1, 1981, P.L. 27, a. 45 25, ab. 1981, P.L. 27, a. 46 26, 1981, P.L. 27, a. 47 27, 1981, P.L. 27, a. 48 33, ab. 1981, P.L. 27, a. 49 37, 1981, P.L. 27, a. 50 38, 1981, P.L. 27, a. 51 64, 1981, P.L. 27, a. 52 70, 1981, P.L. 27, a. 53 70.1, 1981, P.L. 27, a. 54 71.1-71.3, 1981, P.L. 27, a. 55 72, 1981, P.L. 27, a. 56 72.1 ab. 1981, P.L. 27, a. 57 75, 1981, P.L. 27, a. 58 77, 1981, P.L. 27, a. 59

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. S-5	Loi sur les services de santé et les services sociaux — Suite	78, 1981, P.L. 27, a. 60 79, 1981, P.L. 27, a. 61 80, ab. 1981, P.L. 27, a. 62 81, 82, 82.1, 1981, P.L. 27, a. 63 82.2, 1981, P.L. 27, a. 64 84, 1981, P.L. 27, a. 65 85, 1981, P.L. 27, a. 66 86, 1981, P.L. 27, a. 67 87, 1981, P.L. 27, a. 68 90, 1981, P.L. 27, a. 69 91, 1981, P.L. 27, a. 70 93, 1981, P.L. 27, a. 71 97, 1981, P.L. 27, a. 72 98, 1981, P.L. 27, a. 73 99, 1981, P.L. 27, a. 74 104, 1981, P.L. 27, a. 75 105, 1981, P.L. 27, a. 76 111, 1981, P.L. 27, a. 77 112, 1981, P.L. 27, a. 78 114, 1981, P.L. 27, a. 79 116, 1981, P.L. 27, a. 80 118, 1981, P.L. 27, a. 81 118.1-118.5, 1981, P.L. 27, a. 82 121, 1981, P.L. 27, a. 83 122, 1981, P.L. 27, a. 84 122.1, 1981, P.L. 27, a. 85 126, 1981, P.L. 27, a. 86 129, 1981, P.L. 27, a. 87 129.1, 1981, P.L. 27, a. 88 130, 1981, P.L. 27, a. 89 132, 1981, P.L. 27, a. 90 135, 1981, P.L. 27, a. 91 139, 139.1, 1981, P.L. 27, a. 92 141, 1981, P.L. 27, a. 93 144, ab. 1981, P.L. 27, a. 94 150, 1981, P.L. 27, a. 95 152, 1981, P.L. 27, a. 96 154, 1981, P.L. 27, a. 97 173, 1981, P.L. 27, a. 98 173.1, 1981, P.L. 27, a. 99 179, 1981, P.L. 27, a. 100 182, 1981, P.L. 27, a. 101 183, 1981, P.L. 27, a. 102
L.R.Q., c. S-8	Loi sur la Société d'habitation du Québec	1, 1981, P.L. 7, a. 22 94.3, 94.4, 94.5, 1981, P.L. 1, a. 1
L.R.Q., c. S-34	Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel	4, 1981, P.L. 11, a. 17 15, 1981, P.L. 11, a. 18 17, 1981, P.L. 11, a. 19
L.R.Q., c. S-36	Loi sur les subventions aux commissions scolaires	9, ab. 1981, P.L. 31, a. 15 11, 13, 1981, P.L. 31, a. 15
L.R.Q., c. T-3	Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie	3, 1981, P.L. 29, a. 22

Citation	TITRE	Modifications
L.R.Q., c. T-4	Loi concernant la taxe sur les télécommunications	2, 1981, P.L. 29, a. 23 8, 1981, P.L. 29, a. 24
L.R.Q., c. T-12	Loi sur les transports	1, 1981, P.L. 5, a. 1 4, 1981, P.L. 31, a. 1 5, 1981, P.L. 5, a. 2 1981, P.L. 31, a. 2 6, 1981, P.L. 31, a. 3 8, 1981, P.L. 5, a. 3 16, 16.1, 1981, P.L. 5, a. 4 17, 17.1-17.7, 1981, P.L. 5, a. 5 18, 1981, P.L. 31, a. 4 19, 1981, P.L. 5, a. 6 20, 1981, P.L. 5, a. 7 22, 1981, P.L. 5, a. 8 23, 1981, P.L. 5, a. 9 1981, P.L. 31, a. 5 32, 1981, P.L. 5, a. 10 1981, P.L. 31, a. 6 34.1, 1981, P.L. 5, a. 11 37, 1981, P.L. 5, a. 12 40, 40.1, 40.2, 1981, P.L. 5, a. 13 41, 1981, P.L. 5, a. 14 42, 43, 1981, P.L. 5, a. 15 44, 1981, P.L. 5, a. 16 45, 1981, P.L. 5, a. 17 46, 1981, P.L. 5, a. 18 47, 1981, P.L. 5, a. 19 48.1, 1981, P.L. 5, a. 20 49, 49.1-49.5, 1981, P.L. 5, a. 21 50, 50.1, 1981, P.L. 5, a. 22 51-72, Ab. 1981, P.L. 4, a. 551 51-56, 1981, P.L. 5, a. 23 73, 1981, P.L. 5, a. 24 74, 74.1, 74.2, 74.3, 1981, P.L. 5, a. 25 75, 75.1, 75.2, 1981, P.L. 5, a. 26 76, 1981, P.L. 5, a. 27 77.1, 1981, P.L. 5, a. 28 80, 1981, P.L. 5, a. 29 90, 1981, P.L. 5, a. 30
L.R.Q., c. T-16	Loi sur les tribunaux judiciaires	60, 1981, P.L. 17, a. 41 62, 1981, P.L. 17, a. 43 63, 1981, P.L. 17, a. 44 74, 1981, P.L. 17, a. 45 75, 1981, P.L. 17, a. 46 77, ab. 1981, P.L. 17, a. 47 79, 1981, P.L. 17, a. 48 115.2, 1981, P.L. 17, a. 49 133, 1981, P.L. 4, a. 552 134.1, 1981, P.L. 17, a. 50 214, 1981, P.L. 28, a. 53 215, 1981, P.L. 28, a. 54 220, 1981, P.L. 17, a. 51

Citation	TITRE	Modifications
2 — LOIS QUI NE SONT PAS ENCORE REFONDUES		
1963 (1 ^{re} sess.), c. 28	Loi concernant l'aménagement d'une forêt expérimentale par l'Université Laval	3, 1981, P.L. 28, a. 1 3.1, 1981, P.L. 28, a. 2
1965 (1 ^{re} sess.), c. 76	Loi des fabriques	71, 1981, P.L. 17, a. 31
1965 (1 ^{re} sess.), c. 89	Charte de la Ville de Laval	66, 1981, P.L. 5, a. 32 102, 1981, P.L. 31, a. 22 103, 1981, P.L. 31, a. 23
1969, c. 83	Loi de la Communauté urbaine de Québec	239, 1981, P.L. 5, a. 34 251, 1981, P.L. 31, a. 16 252, 1981, P.L. 31, a. 17
1969, c. 84	Loi de la Communauté urbaine de Montréal	298, 1981, P.L. 5, a. 35 313, 1981, P.L. 31, a. 18 314, 1981, P.L. 31, a. 19
1969, c. 85	Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais	235, 1981, P.L. 5, a. 31 247, 1981, P.L. 31, a. 20 248, 1981, P.L. 31, a. 21
1971, c. 98	Loi constituant la Commission de transport de la Rive-Sud de Montréal	38, 1981, P.L. 5, a. 33 76, 1981, P.L. 31, a. 24 77, 1981, P.L. 31, a. 25
1978, c. 99	Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés	8, 1981, P.L. 17, a. 52
1979, c. 12	Loi sur le remboursement d'impôts fonciers	19, 1981, P.L. 11, a. 20 1981, P.L. 29, a. 25 45, 1981, P.L. 29, a. 26 46.1, 1981, P.L. 11, a. 21 ab. 1981, P.L. 29, a. 27
1979, c. 45	Loi sur les normes du travail	63, 1981, P.L. 28, a. 55 89, 1981, P.L. 28, a. 56 91, 1981, P.L. 28, a. 57 128, 1981, P.L. 28, a. 58
1979, c. 48	Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives	6, 1981, P.L. 41, a. 1 30.1-30.4, 1981, P.L. 41, a. 2 62, 1981, P.L. 41, a. 3 73, 1981, P.L. 41, a. 4 74, 1981, P.L. 41, a. 5 79.1, 1981, P.L. 41, a. 6 82, 82.1, 1981, P.L. 41, a. 7 90, 1981, P.L. 41, a. 8 90.1, 1981, P.L. 41, a. 9 91, 1981, P.L. 41, a. 10 93, 1981, P.L. 41, a. 11 94, 1981, P.L. 41, a. 12 108, 1981, P.L. 41, a. 13

Citation	TITRE	Modifications
1979, c. 48	Loi instituant la Régie du logement et modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives — Suite	136.1, 1981, P.L. 20, a. 2 1981, P.L. 41, a. 14 136.2, 1981, P.L. 20, a. 2 144, 1981, P.L. 41, a. 15
1979, c. 51	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	262, ab. 1981, P.L. 244, a. 7
1979, c. 56	Loi électorale	208.1, 1981, P.L. 28, a. 59 212, 1981, P.L. 28, a. 60
1979, c. 57	Loi sur la représentation électorale	41.1, 1981, P.L. 34, a. 1 42, 1981, P.L. 34, a. 2
1979, c. 70	Loi sur le recouvrement de certaines créances	67, 1981, P.L. 7, a. 24
1979, c. 71	Loi sur les permis d'alcool	48, 1981, P.L. 17, a. 53 49, 1981, P.L. 17, a. 54 51, 1981, P.L. 17, a. 55 62, 1981, P.L. 17, a. 56 64, 1981, P.L. 17, a. 57 79, 1981, P.L. 17, a. 58 86.1, 1981, P.L. 17, a. 59 172.1, 1981, P.L. 17, a. 60
1979, c. 72	Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives	226, 226.1, 1981, P.L. 11, a. 31
1981, c. 7	Code de la sécurité routière	269, 1981, P.L. 31, a. 31 270, 1981, P.L. 31, a. 32 386, 1981, P.L. 31, a. 33 387, 1981, P.L. 31, a. 34 388, 1981, P.L. 31, a. 35 389, 1981, P.L. 31, a. 36 500, 1981, P.L. 31, a. 37
1981, c. 10	Loi sur le ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur	27, 1981, P.L. 28, a. 61 28, 1981, P.L. 28, a. 62 29, 1981, P.L. 28, a. 63
	Code civil du Bas-Canada	1040a, 1981, P.L. 17, a. 1 1651.1, 1981, P.L. 41, a. 16 1651.4, 1981, P.L. 41, a. 17 1656, 1981, P.L. 41, a. 18 1658.1, 1981, P.L. 41, a. 19 1658.8, 1981, P.L. 20, a. 1 1981, P.L. 41, a. 20 2011, 1981, P.L. 17, a. 2 2161, 1981, P.L. 17, a. 3 2161b, 1981, P.L. 17, a. 4 2161c, 1981, P.L. 17, a. 5 2161e, 1981, P.L. 17, a. 6

Citation	TITRE	Modifications
1981, c. 10	Code civil du Bas-Canada — Suite	2161i , 1981, P.L. 17, a. 7 2174b , 1981, P.L. 17, a. 8 2176a , 1981, P.L. 17, a. 9
	Code municipal	398b-398h , 1981, P.L. 31, a. 39

INDEX

A

	Page
Accession à la propriété — P.L. 1	7
Administration de la justice, Lois relatives à l', modifiées — P.L. 17	29
Affaires intergouvernementales, ministère des — P.L. 28	39
Affaires sociales, ministère des — P.L. 6, 27	13, 36
Agents de la paix, régime syndical — P.L. 22	34
Agents de voyage — P.L. 7, 28	15, 39
Aide sociale — P.L. 6, 11, 30	13, 21, 43
Allocation de disponibilité — P.L. 29	41
Allocations familiales — P.L. 6, 30	13, 43
Aménagement d'une forêt expérimentale par l'Université Laval — P.L. 28	39
Assistance publique — P.L. 6	13
Assurance automobile — P.L. 4, 11, 30	9, 21, 43
Assurance-dépôts — P.L. 38	51
Assurance-maladie — P.L. 6, 27	13, 36

B

Budgets — P.L. 9, 19, 21	18, 31, 33
Bureaux d'enregistrement — P.L. 17	29

C

Caisses d'entraide économique, transformation en sociétés d'entraide économique — P.L. 40 ...	52
Caisses d'épargne et de crédit — P.L. 40	52
Cités et villes — P.L. 31	45
Code civil — P.L. 17, 41	29, 54
Code civil et certaines dispositions législatives en matière de logement — P.L. 20	32
Code civil et déclaration des compagnies et sociétés — P.L. 17	29
Code de la route, remplacé — P.L. 4	9
Code de la sécurité routière — P.L. 4, 31	9, 45
Code de procédure civile — P.L. 17	29
Code du travail — P.L. 28	39
Code municipal — P.L. 31	45
Collèges d'enseignement général et professionnel — P.L. 31	45
Comité mixte de la construction — P.L. 13	26
Commission des affaires sociales — P.L. 6	13
Commission de transport de la Rive Sud de Montréal — P.L. 5, 31	11, 45
Commission municipale — P.L. 32	47
Communauté régionale de l'Outaouais — P.L. 5, 31	11, 45
Communautés culturelles et de l'Immigration, ministère des — P.L. 6, 28	13, 39
Communauté urbaine de Montréal — P.L. 5, 31	11, 45
Communauté urbaine de Québec — P.L. 5, 31	11, 45

Congrès, Palais des, Montréal — P.L. 1	7
Conseil consultatif de la justice — P.L. 17	29
Conseil des affaires sociales et de la famille — P.L. 6	13
Construction, Comité mixte de la — P.L. 13	26
Consultation populaire — P.L. 14	27
Corporations municipales et intermunicipales de transport — P.L. 31	45
Cour d'appel, renvoi à la — P.L. 43	56
Crédits votés — P.L. 9, 19, 21	18, 31, 33

D

Dentistes, Loi sur les — P.L. 27	36
Dettes et emprunts municipaux et scolaires — P.L. 32	47
Disponibilité, allocation de — P.L. 29	41
Dispositions législatives dans le domaine de la santé et des services sociaux — P.L. 27	36
Droits successoraux — P.L. 29	41

E

Éducation, ministère de l' — P.L. 32	47
Élections, Loi électorale — P.L. 28	39
Emprunts scolaires — P.L. 32	47
Enseignement privé — P.L. 11, 31	21, 45
Exécutif, Loi sur l' — P.L. 6, 7	13, 15

F

Fabriques, Loi sur les — P.L. 17	29
Fiscalité municipale — P.L. 11	21
Fonction publique — P.L. 12, 22	24, 34

H

Habitation et Protection du consommateur, ministère de l' — P.L. 7, 28	15, 39
Handicapées, exercice des droits des personnes — P.L. 6, 28	13, 39
Hydro-Québec — P.L. 16	28

I

Impôts, Loi sur les — P.L. 11, 29, 40	21, 41, 52
Impôt sur la vente en détail — P.L. 11, 29	21, 41
Impôt sur le tabac — P.L. 11, 29	21, 41
Indemnisation des victimes d'accidents d'automobile, Loi remplacée — P.L. 4	9
Infraction en matière de boissons alcooliques — P.L. 17	29
Installations électriques — P.L. 28	39
Institutions financières et Coopératives, ministère des — P.L. 6	13
Instruction publique — P.L. 31, 32	45, 47
Interprétation, Loi d' — P.L. 17, 28	29, 39

J

Page

Jurés, Loi sur les — P.L. 17	29
Justice, lois relatives à l'administration de la, modifiées — P.L. 17	29

L

Laval, Charte de la Ville de — P.L. 5, 31	11, 45
Libération conditionnelle des détenus — P.L. 17	29
Licences, Loi sur les — P.L. 29	41
Logement, dispositions législatives en matière de — P.L. 20	32
Logement, Régie du, et Code civil — P.L. 41	54
LOGINOVE, restauration résidentielle — P.L. 1	7
Lois fiscales, Loi modifiant diverses — P.L. 29	41
Loteries, courses, concours publicitaires et appareils d'amusement — P.L. 17	29

M

Mécaniciens en tuyauterie — P.L. 28	39
Médecins, Loi médicale — P.L. 27	36
Mines, Loi sur les — P.L. 28	39
Ministère de l'Éducation — P.L. 32	47
Ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur — P.L. 7, 28	15, 39
Ministère des Affaires intergouvernementales — P.L. 28	39
Ministère des Affaires sociales — P.L. 6, 27	13, 36
Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration — P.L. 6, 28	13, 39
Ministère des Institutions financières et Coopératives — P.L. 6	13
Ministère du Revenu — P.L. 11, 29	21, 41
Ministère du Travail, de la Main d'œuvre et de la Sécurité du revenu — P.L. 6	13
Ministères, Loi concernant certains — P.L. 6	13
Ministères, Loi sur les — P.L. 6, 7	13, 15
Mousse d'urée formaldéhyde — P.L. 45	57
Municipalités, Loi confirmant l'existence de certaines — P.L. 26	35

N

Normes du travail — P.L. 28	39
-----------------------------------	----

P

Palais des congrès de Montréal — P.L. 1	7
Permis d'alcool — P.L. 17	29
Pharmacie, Loi sur la — P.L. 27	36
Politique budgétaire du gouvernement pour l'exercice 1981-1982 — P.L. 11	21
Poursuites sommaires — P.L. 17	29
Préparation des produits de la mer — P.L. 36	49
Probation et établissements de détention — P.L. 17	14

	Page
Produits agricoles et aliments — P.L. 36	49
Produits marins — P.L. 36	49
Propriété, accession à la — P.L. 1	7
Protection de la jeunesse — P.L. 10	19
Protection de la santé publique — P.L. 27	36
Protection du consommateur — P.L. 7	15
Protection du consommateur, ministère de l'Habitation et de la — P.L. 7, 28	15, 39

Q

Qualification professionnelle des entrepreneurs de construction — P.L. 7	15
Qualité de l'environnement — P.L. 8, 28	17, 39

R

Recensement des électeurs pour l'année 1981 — P.L. 14	27
Recours découlant de l'utilisation de la mousse d'urée formaldéhyde comme isolant — P.L. 45 ..	57
Recouvrement de certaines créances — P.L. 7	15
Refonte des lois et règlements — P.L. 28	39
Régie de l'assurance automobile — P.L. 4, 27	9, 36
Régie de l'assurance-maladie — P.L. 6, 11	13, 21
Régie du logement — P.L. 20, 41	32, 54
Régime de rentes du Québec — P.L. 6, 28, 29	13, 39, 41
Régime syndical pour les agents de la paix — P.L. 22	34
Remboursement d'impôts fonciers — P.L. 11, 29	21, 41
Renvoi à la Cour d'appel — P.L. 43	56
Repas et hôtellerie, taxe sur les — P.L. 29	41
Représentation électorale — P.L. 34	48
Revenu, ministère du — P.L. 11, 29	21, 41

S

Santé, dispositions législatives dans le domaine de la — P.L. 27	36
Sécurité dans les édifices publics — P.L. 28	39
Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois — P.L. 6	13
Sécurité routière, Code de la — P.L. 4, 31	9, 45
Services de santé et services sociaux — P.L. 27	36
Services sociaux, dispositions législatives dans le domaine des — P.L. 27	36
Société d'habitation du Québec — P.L. 1, 7	7, 15
Société du Palais des congrès de Montréal — P.L. 2	8
Sociétés d'entraide économique — P.L. 40	52
Stimulants fiscaux au développement industriel — P.L. 11	21
Subsides — P.L. 9, 19, 21	18, 31, 33
Subventions aux commissions scolaires — P.L. 31	45
Supplément au revenu de travail — P.L. 6	13

T

	Page
Tabac, impôt sur le — P.L. 11, 29	21, 41
Taxe sur les repas et l'hôtellerie — P.L. 29	41
Taxe sur les télécommunications — P.L. 29	41
Télécommunications, taxe sur les — P.L. 29	41
Transports, Loi sur les — P.L. 4, 5, 31	9, 11, 45
Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, ministère du — P.L. 6	13
Tribunaux judiciaires — P.L. 4, 17, 28	9, 29, 39

V

Vente en détail, impôt sur la — P.L. 11, 29	21, 41
---	--------